

# le monde Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérents à l'I.F.A.

N° 686 JEUDI 17 DÉCEMBRE 1987 10,00 F



## FINANCEMENT PUBLIC DES PARTIS

**INTERVIEW**  
Après la libération  
de deux otages,  
Joëlle Kauffmann  
témoigne  
sur les ondes  
de Radio-Libertaire.  
Pages 6 et 7

# ON LES ENGRAISSE ENCORE ?

**DÉSARMEMENT**  
Un petit pas qui sert  
la popularité  
des deux dirigeants.  
Beaucoup de bruit  
pour rien...

Page 8



**CORSE**  
Les atteintes  
aux droits  
de l'homme  
se multiplient...  
Vers l'état  
d'exception ?  
Page 12

**PRUD'HOMMES**  
L'autosatisfaction  
des confédérations  
ne cache pas  
la crise  
du syndicalisme !

Page 4



F°P. 2520

## communiqués éditions

### • GARE DE L'EST

Nous vous informons qu'une vente régulière du « Monde libertaire » se tient tous les vendredis, de 17 h à 19 h, à la gare de l'Est (sortie du métro, au pied de l'escalier mécanique du hall). Les groupes Sacco-Vanzetti (Chelles) et de Sevrans-Bondy, présents lors de cette vente, sont à votre disposition pour tout contact.

### • NANTES

Une liaison est en formation à Nantes. Les anarchistes de la région qui désirent entrer en contact avec celle-ci peuvent écrire aux Relations Intérieures, c/o librairie du Monde libertaire (R.I.), 145, rue Amelot, 75011 Paris.

### • AUBENAS

Vous pouvez écouter les libertaires, le troisième vendredi de chaque mois, sur Fréquence 7 (92.2 MHz), émission « Colères Noires », de 18 h 30 à 19 h 20. Vous pouvez rencontrer les animateurs le samedi matin, de 9 h 30 à 10 h 30, sur le marché d'Aubenas lors de la vente du « Monde libertaire ». Une permanence du Cercle d'études sociales a lieu le troisième samedi de chaque mois, de 15 h à 16 h, au Centre culturel E. Le Bournot (une table de presse y est tenue).

### • POITIERS

Le groupe Berkman de la Fédération anarchiste organise un débat avec M. Rajsfus autour de « L'Etat d'Israël et la situation des Palestiniens en Cisjordanie occupée », au « Garage à Vélos » (sur le campus de la Faculté de Poitiers), le mardi 15 décembre à 20 h 30.

### • SEVRAN-BONDY

Le groupe Sevrans-Bondy de la Fédération anarchiste organise une réunion-débat sur le thème : « Le fédéralisme libertaire », le samedi 19 décembre 1987, au Centre A.L.F.A. de Bondy, 3, allée des Pensées (ou 132, avenue Galliéni), à 20 H 30.

### • AMIENS

Le groupe anarchiste d'Amiens informe ses sympathisants, ou toutes personnes intéressées par l'anarchisme, qu'une table de presse se tient régulièrement le mardi, de 11 h 30 à 12 h 45, au restaurant universitaire « La Veillère » (livres, brochures, autocollants sur : l'anarchisme, l'antimilitarisme, l'antifascisme, le nucléaire, etc.), ses militants assurent également une vente du « Monde libertaire » tous les lundis, de 17 h à 18 h, devant la gare. De plus, on peut contacter le groupe anarchiste d'Amiens lors de sa permanence le mercredi, de 19 h 30 à 20 h 30, salle Dewailly (salle 2). Par ailleurs, pour tous contacts, écrire à : A.P.I.R., B.P. 230, 80002 Amiens cedex.

### • BOURGOIN

A l'initiative du Comité C.N.T.-A.I.T. d'Espagne de Villeurbanne, de l'union locale C.N.T.F. à Lyon, du groupe de la Fédération anarchiste et du Collectif anarchiste de Bourgoin une réunion publique aura lieu le vendredi 15 janvier à 20 h 30 à la Maison de quartier de Champfleuri à Bourgoin-Jallieu sur le thème de la Révolution espagnole de 1936-1939. Le débat sera précédé d'un diaporama sur les collectivisations et réalisations de la C.N.T. dans la révolution. Enfin, du 4 janvier 1988 au 16 janvier 1988, une exposition sur le même thème sera présentée au Syndicat d'initiative de Bourgoin-Jallieu. Ces manifestations qui devraient se renouveler dans d'autres villes de la région seront organisées pour soutenir la C.N.T.-A.I.T. d'Espagne, une collecte sera faite à la fin de cette réunion.

### • RADIO-LIBERTAIRE

Radio-Libertaire a édité une série de 27 badges hauts en couleur, en soutien à la station, au prix unitaire de 5 F et de 20 F les 5. A commander à la librairie du Monde libertaire (siège de Radio-Libertaire), 145, rue Amelot, 75011 Paris.

### • BROCHES

Le groupe de la région toulonnaise diffuse des brochures : étoile noire ; étoile noire et rouge ; deux mains brisant un fusil (12 F l'unité et 8,50 F à partir de 10 exemplaires). Chèques à l'ordre de Bruno Nappi (sans aucune autre mention), le port est compris. Adresser à : Centre d'étude et de culture libertaire, immeuble Lamer, rue Montébello, 83000 Toulon.

### • LILLE

Le groupe « Humeurs Noires » de Lille vient d'éditer une feuille : « Humeurs Noires Graffiti » qui sera bimestrielle (5 numéros par an). Au sommaire : insoumission totale, civile et militaire (où l'on parle d'Eric Hébert et de la militarisation croissante de la société) ; le manifeste pour la garantie des moyens d'existence pour tous (une coordination régionale s'est mise en place) ; un article sur la Palestine « 20 ans après » ; un dossier sur les politiques de l'emploi (T.U.C., S.I.V.P.) ; des nouvelles locales. Le numéro est en vente 3 francs (plus les frais de port). On peut également s'abonner pour 6 numéros (30 francs) auprès du groupe « Humeurs Noires ». Tout soutien financier sera le bienvenu. Adresse : A.L.D.I.R., B.P. 79, 59370 Mons-en-Barœul. Sur minitel : Le R.E.S.O. (16.1.) 20.91.12.37 et envoyez des messages à HUM. NOIRES.

### • « CONTRE VENTS ET MARÉES »



Le numéro 44 de « Contre Vents et marées » du groupe de Bourgoin vient de sortir, on peut se le procurer au prix de 2 F le numéro (l'abonnement est de 50 F).

### • AFFICHE

Le « Monde libertaire » vient d'éditer une affiche pour sa campagne de promotion (70x102) : 2,50 F l'unité, 1,00 F à partir de 10 exemplaires et 0,80 F à partir de 100 exemplaires. On peut se la procurer à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Depuis un siècle les anarchistes ont leur journal. Depuis dix ans il est hebdomadaire.

**Le monde libertaire**

CHACQUE SEMAINE DES INFORMATIONS EXCLUSIVES !

Et le point de vue des anarchistes.

**ABONNEZ-VOUS !**

JUSQU'AU 28 FÉVRIER, TARIF DE 1987

### • MELUN



Le groupe Louis-Lecoq de Melun vient d'éditer le numéro 3 de son journal, « Vivre ! », disponible à la librairie du Monde libertaire, son prix sera déterminé par le lecteur lui-même. Pour tout contact : 145, rue Amelot, 75011 Paris.

### • FEUILLE

Le groupe de Paris XV<sup>e</sup> vient de sortir sa « Feuille », « Pour en finir avec les périodes électorales », qu'il est possible de se procurer gratuitement à la librairie du Monde libertaire.

GRATUIT

A distribuer en libre accès

**la feuille**

Publié par le groupe Paris XV<sup>e</sup> de la Fédération anarchiste. 111, rue de Valenciennes, Paris 15<sup>e</sup>

POUR EN FINIR AVEC LES PERIODES ELECTORALES

## liste des permanences des groupes f.a.

### RÉGION PARISIENNE

#### PARIS

Groupe « Louis-Bertho-Lepetit », Paris 1<sup>er</sup> : permanence au Cercle Garcia-Lorca, 15, rue Gracieuse, 75005 Paris, chaque 1<sup>er</sup> lundi du mois.

Groupe « Louise-Michel », Paris 18<sup>e</sup> : permanence le samedi, de 16 h à 18 h, au 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris.

Groupe « Voline », Paris 20<sup>e</sup> : permanences les jeudis à 20 h 30, au 26, rue Piat, 75020 Paris.

#### BANLIEUE

##### • Seine-et-Marne

Groupe « Sacco-et-Vanzetti » : permanences tous les dimanches de 10 h à 12 h, au 1 bis, rue Emilie, 77500 Chelles.

##### • Yvelines

Liaison « Georges-Brassens » de Rambouillet : permanences tous les samedis matin sur le marché de Rambouillet.

##### • Hauts-de-Seine

Groupe Fresnes-Antony : permanences le samedi de 10 h à 12 h et le dimanche, de 10 h à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 46.68.48.58.

##### • Val-d'Oise

Groupe « Kropotkine » : permanence tous les dimanches matin au marché Héloïse, à Argenteuil.

Groupe de Sarcelles : permanences tous les premiers dimanches de chaque mois, de 11 h à 12 h, au marché de Lochères (à côté de la Poste)

## sommaire

PAGE 2 : Information des groupes de la Fédération anarchiste — PAGE 3, Politique : Editorial, Gauche et droite en campagne, Le Pen aux Antilles — PAGE 4, Luttés : En bref, Point de vue sur le chômage, Myopathie, Banque de France — PAGE 5, Société : Le P.C.F. en congrès, Prison, Nouvelles du front, Prud'hommes — PAGES 6 ET 7, Arguments : Interview de Joëlle Kauffmann — PAGE 8, Dans le monde : Désarmement, Nouvelles du S.M.O.T., Italie : brèves, Turquie : élections — PAGE 9, Informations internationales : Argentine : situation politique et sociale, Extension du mouvement libertaire argentin, Brésil — PAGE 10, Archives : L'attentat de Kovalévitch — PAGE 11, Expressions : Programmes de Radio-Libertaire, Si on ne parlait pas des grenouilles..., Rock, « Couvent de Femmes », Polar — PAGE 12, Société : Les droits de l'homme en Corse, Le S.T.C. condamné... par la C.G.T.

### Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi, de 14 h 30 à 18 h,  
145, rue Amelot, 75011 Paris (M<sup>o</sup> République)  
Tél : (16.1) 48.05.34.08

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11<sup>e</sup>  
Directeur de publication : Maurice Joyeux  
Commission paritaire n°55 635  
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19<sup>e</sup>  
Dépôt légal 44 149 — 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 — Publ Routage  
Diffusion SAEM Transport Presse

**Abonnez vous !**

**LE MONDE LIBERTAIRE**  
Rédaction-Administration  
145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
3 mois, 13 n°	85 F	155 F	120 F
6 mois, 25 n°	155 F	290 F	230 F
1 an, 50 n°	300 F	570 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

**BULLETIN D'ABONNEMENT**  
à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....  
N°..... Rue.....  
Code postal..... Ville.....  
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement  Réabonnement  Abonnement de soutien   
Chèque postal  Chèque bancaire  Mandat-lettre

Règlement à joindre au bulletin  
Pour tout changement d'adresse,  
joindre la dernière bande et 4 F en timbres poste

## communiqués

### • LILLE

Le groupe « Humeurs Noires » avertit les lecteurs du « Monde libertaire » qu'il anime désormais une émission hebdomadaire sur Radio Campus (99.6 MHz) : « Humeurs Noires », le samedi de 19 h à 20 h. Cette émission comprend des chroniques (antimilitarisme, antiracisme, infos régionales, revue de la presse libertaire...), ainsi que des débats avec des invités sur des thèmes précis (expulsions des Basques, Réseau Solidarité...). Pour tout contact : A.L.D.I.R., B.P. 79, 59370 Mons-en-Barœul.

### • LILLE

Programme du Centre culturel libertaire (1-2, rue Denis-du-Péage) :

• samedi 9 janvier, « Médecine : quelles pratiques alternatives ? », organisé par la commission médecine du groupe Benoît-Brouchoux, avec la participation du docteur Gérard Norel, membre du Syndicat de la médecine générale ;  
• samedi 23 janvier, « Un an après, quelle analyse des mouvements sociaux ? », avec la participation de militants syndicalistes et de Bernard Lacroix, enseignant à l'Institut d'études politiques de Bordeaux.

D'autre part, voici le programme de la « Voix sans maître », émission du groupe Benoît-Brouchoux chaque vendredi de 21 h à 23 h sur Radio-campus (99.6 MHz) :

• vendredi 18 décembre, émission sur les otages du Liban et la politique française au Moyen-Orient (interview de Joëlle Kauffmann, réalisée par Radio-Libertaire) ;  
• exceptionnellement, en raison des fêtes, pas d'émission les vendredis 25 décembre et 1<sup>er</sup> janvier ;  
• vendredi 8 janvier, « Anarchisme et franc-maçonnerie : quelles convergences ? ».

PRÉSIDENTIELLES

Entendez-vous dans les campagnes ?

PETITES phrases et grandes manœuvres, coups fourrés et affiches racoleuses, la machine s'est mise en branle : on est en plein dedans. On n'y croyait plus, à vrai dire, tellement la démagogie est permanente, tellement les médias sont complaisants, mais les faits sont là : les élections présidentielles approchent et la politique envahit toujours davantage notre environnement.

Les enjeux sont évidents : il y a une place à prendre (ou à garder...) et il y a tout lieu de croire que c'est une bonne place pour l'individu qui s'y trouve et pour ses amis, les petits camarades du parti... et aussi leurs familles et tous ceux qui ont financé la campagne par un moyen ou un autre...

Drôle de guerre

La question qui agite les milieux politiques depuis quelques temps est la suivante : tous les coups sont-ils permis ? Et il n'est pas difficile de comprendre l'inquiétude qu'elle peut susciter ; seuls les naïfs se demandaient pourquoi Rocard préchait l'été dernier pour « moraliser » la politique. Depuis belle lurette les scandales succèdent aux scandales et on a pu les voir en passe de devenir publiquement le principal sujet des campagnes électorales.

Mais la guerre des scandales n'aura duré qu'un temps, le terrain était tellement miné, par les deux camps, que les démineurs préférèrent ne plus montrer leurs prises de peur de dénoncer des alliés : les mines sont toutes les mêmes, le fabricant s'appelle magouille et les signataires sont vraies et fausses à la fois, comme les factures...

Cela n'empêche pas les scandales d'exister et de s'accumuler, mais ils

ne passent pas pour tels dans la bouche des politiciens des divers bords. Ainsi la « normalisation » des relations avec l'Iran n'a pas attiré de foudres, elle aurait plutôt engendré une certaine jalousie si l'on en croit le peu de débats au Parlement sur ce sujet.

Sauver la face ?

Tandis que les sondages se succèdent, la présence des hommes politiques se fait plus pesante tant sur les radios nationales qu'à la télévision. Ce qui frappe est bien l'absence de débat d'idées. Il est vrai que beaucoup s'en étonnent à chaque fois, mais le fait est que n'importe quel politicien (y compris Le Pen) face à des journalistes fait sa propagande quasiment sans contradictions. Si la plupart des journalistes ne sont que des serpillères, c'est qu'ils sont les victimes du droit du plus fort, autant dire de la loi de la démocratie. Quant aux débats entre politiciens, après avoir remarqué la médiocrité du face à face Le Pen-Lajoinie, tout le monde a constaté l'accord sur presque tout entre Balladur et Rocard. A priori, ces deux derniers étaient bien les plus aptes à avoir une discussion sérieuse... Alors ?

Alors, encore une fois, les oppositions s'expriment plutôt sur les points de détail (1) et le consensus est tacite sur l'essentiel. Le consensus existe, il est dominant, et il est explicite. Cela fait quelques années maintenant que les politiciens nous ressassent que le clivage gauche-droite est périmé. Si l'on a pu penser un temps qu'une telle affirmation relevait de la méthode Coué, il faut se rendre à l'évidence : elle correspond à une réalité de l'échiquier politique qui n'exclut que les marginaux (Le Pen, Lajoinie et Juquin).



Blanc bonnet et bonnet blanc se sont mutuellement reconnus.

Quand par exemple un proche de Barre annonce que ce dernier pourrait prendre des ministres socialistes dans son gouvernement, s'il était élu président, cela ressemble effectivement à une manœuvre mais il reste qu'une telle promesse n'aurait jamais été exprimée si elle n'avait été de l'ordre du vraisemblable. Quand, peu après, Barre s'est dit « à côté de Chirac », n'avait-il pas raison ? Il est certain que sa désappropriation de la cohabitation ne s'est jamais montrée convaincante, mais lui a en revanche permis de jouer efficacement son rôle de vrai-faux candidat.

Il s'avère aujourd'hui que le consensus peut très bien concerner le partage d'un magot. On se souvient de l'étrange apitoiement des partis sur le

fait que le P.S. ait pu recevoir un chèque du produit de la vente des obus Luçaire à l'Iran. Le consensus dans la compassion a même totalement étouffé cet Irangate à la française. Il n'aura pas fallu bien longtemps pour que les partis se rencontrent dans le bureau de Chirac, afin de mettre au point une solution... à leur avantage à tous.

Bien sûr, F.N., R.P.R., U.D.F., P.S. et P.C.F. ne sont pas d'accord sur tout. Certains souhaitent un « financement public », soit une subvention d'Etat, d'autres préfèrent une « exonération fiscale pour les dons privés », c'est-à-dire moins d'impôts pour les riches. Ils sont donc bien d'accord pour faire financer leur démagogie par les contribuables. Il s'agit là de centaines de millions de francs...

Un système mixte « privé-public » est envisagé et semble bien pouvoir synthétiser les vœux des différents (si peu) partis. Chacun paie des impôts, si ce n'est l'impôt sur le revenu du moins la T.V.A. sur tous les produits et services consommés, donc chacun financera de gré ou de force tous les partis présents au Parlement, et pro-

bablement en proportion de leurs voix. Quant aux donateurs les plus riches, ils y gagneront puisqu'ils pourront bénéficier de déductions fiscales, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Joli coup, non ?

Il y a quelques années, un projet de loi similaire avait été remballé, en particulier pour cause d'impopularité fortement attestée dans les sondages. Dans moins d'un mois — Chirac et Mitterrand en ont décidé ainsi — la loi sur le financement des partis sera votée au Parlement, lors d'une session extraordinaire prévue à cet effet. N'en doutons pas, quels que soient les amendements, elle sera effectivement votée et une fois de plus nous serons volés, piégés par ces parasites qui veulent nous faire croire qu'ils agissent pour notre bien.

Avant que la loi ne soit votée, il faudra d'abord qu'il y ait un projet de loi et l'on sait bien comment faire retirer un projet de loi...

Gaspard PROUVAL

(1) Cela dit sans jeu de mots et étant bien entendu qu'aucun droit d'auteur ne sera dû à J.-M. Le Pen pour l'emploi de cette agression.

LE PEN

Bravo, les copains !

BR AVO les copains antillais ! Vous avez obligé Le Pen à se « dégonfler ». Vous avez fait tenir à Pasqua des propos humanistes, vous vous êtes attirés les reproches contrits du Parti socialiste, vous avez inspiré à toute la classe politique des trémolos démocratiques et, en ce qui nous concerne, qu'est ce que vous nous avez fait plaisir !

« Qu'est-ce que vous nous proposez, de faire ouvrir le feu sur 100 000 manifestants ? », s'est écrié Pasqua, qu'on ne connaissait pas sous cet angle angélique. Même si vous n'étiez « que » 3 000, les flics n'auraient pas hésité à vous charger, si l'affront que vous infligiez à Le Pen n'avait tant réjoui le R.P.R. Vous avez sans doute eu l'occasion de vous rendre compte par vous-mêmes de l'efficacité des forces de l'ordre, dans d'autres circonstances.

Les démagos...

« Je comprends que les Antillais soient profondément hostiles... »

NOTE À NOS LECTEURS

En raison de problèmes d'ordre technique, nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous excuser d'un éventuel retard dans la parution et la diffusion du « Monde libertaire ».

Le comité de rédaction

les aux thèses de Jean-Marie Le Pen, mais je regrette que le gouvernement n'ait pas su assurer la liberté de la circulation et de l'ordre », a vomé Lionel Jospin, que l'on imagine bien à l'œuvre dans un prochain ministère de l'Intérieur. Très fort, camarade, on s'en souviendra !

Plus drôle encore, la réaction de la majorité de vos hommes politiques locaux. On aurait pu s'attendre à plus de contrition,

peuple comme le nôtre », ajoute Camille Darsières, numéro 2 du Parti progressiste, auquel nous signalons qu'en métropole, il n'y a malheureusement pas que les idées lepénistes qui frappent les Français trop bronzés. Bref, la démagogie n'est pas chère, aux Antilles, ces temps-ci.

Le Pen, lui, gueule bien sûr comme un putois. Non, nous n'affirmons pas, comme cer-



face à leurs pairs métropolitains. Pas du tout, « ce voyage était une provocation », estime Aimé Césaire, député-maire de Fort-de-France. « Il fallait s'attendre à ce type de réaction », renchérit Emile Maurice, président R.P.R. du conseil général. « Les idées de M. Le Pen ne pouvaient que frapper un

taïns journalistes, qu'il a été victime de lepénisme. Nous trouvons au contraire votre réaction saine, enthousiasmante et encourageante. Mais, la prochaine fois, ne le laissez pas repartir !

Pascale CHOISY

Editorial

La justice est sereine, inaltérable, équitable, garante de la démocratie, elle est sans haine et sans crainte. Nul ne doit pouvoir la remettre en cause. Les petits malins qui s'y sont essayés (« Le Monde » et « Libération ») ravalèrent leur venin, non sans avoir été contraints de passer à la caisse. La justice est la plus noble institution de la France. Chaque jour, l'actualité est là pour nous le prouver.

La justice est sereine. Elle n'a pas vu passer les vingt-deux Iraniens expulsés récemment, ceux-ci ayant été soustraits à son champ de vision par la procédure d'urgence absolue. C'est dire si la vieille dame est aveugle.

Il faut dire, à la décharge de cette institution en or dur, que ces vingt-deux Moudjahidins ont agité avec un mauvais goût évident. Diffusant des tracts et des photos des victimes de Khomeiny, ils risquaient de perturber la nouvelle lune de miel entre leur tyran et notre bien-aimé Charlie. C'est dans la joie et la bonne humeur que les dits Iraniens, refusant d'embarquer, ont été tabassés à l'aéroport. A la grande satisfaction de la justice — iranienne celle-là —, les expulsés atterrirent sans doute bientôt, via le Gabon, dans leur pays d'origine. Aveugle, dame Justice n'y peut rien. Sauf cas de myopie passagère, où elle entraperçoit Wahid Gordji pour lui tamponner son passeport.

La justice est indépendante. Aucune protestation, aucune indignation ne l'a empêchée de dessaisir le juge Grellier du dossier Michel Droit. Le cas Droit s'érige d'ailleurs pour prouver que la justice ne craint pas le ridicule, et ne hait pas les éditorialistes du « Figaro ».

Il lui reste néanmoins à enterrer, plus profondément, toute l'affaire C.N.C.L. De même, il lui faudra, dans les prochaines semaines, étouffer la énième affaire Chalandon ; défendre la liberté de circulation du paisible touriste Le Pen, statuer sur la plainte du patronat de la Banque de France, qui porte plainte pour occupation des locaux par les grévistes ; surveiller le financement des partis politiques, forte d'une loi que nos zélés élus auront taillée sur mesure... Myope, bancale, rumathisante des pressions de la gente politique, la vieille dame a encore bien du boulot à abattre...

GRÈVE

La banque est dans la rue

L' une de France Soir: « Les distributeurs de billets vont plus être approvisionnés » aura été pour nombre d'habitants de l'hexagone la seule information sur la grève des salariés de la Banque de France. Pour les lecteurs de Libération ce sycophante de François de Closets a disserté sur ces travailleurs qui avaient du travail bien payé, et qui s'obstinaient à employer des méthodes du siècle dernier... La grève de la Banque de France est bien mal commentée dans les médias, car elle gêne tout le monde.

La situation

Si on prend la peine d'aller se promener dans le centre de Paris, derrière la Bourse et l'Agence France Presse, à deux pas de la place des Victoires, le premier coup d'œil résume la situation. En effet, la petite rue Radziwill, qui sert d'entrée principale, est joyeusement décorée de banderoles qui apprennent au passant que la Banque de France est occupée depuis bientôt deux semaines, que 250 C.R.S. ont chargé une nuit dernière, pour libérer une huile de la direction... mais de sigle syndical, point.

Derrière le mot d'ordre: « Des effectifs pour le service public », une intersyndicale (C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C. et S.N.A.B.F. [autonomes]) avec décisions prises en assemblées générales.

« Nous sommes trop peu nombreux pour assurer le tra-



vaill de tri des billets. Et déjà une partie du travail est sous-traitée au privé (des sociétés de transport de fonds). On voudrait peu à peu nous couler dans le modèle des instituts d'émission de Grande-Bretagne ou de R.F.A., qui ne se consacrent plus qu'à la simple émission monétaire qu'on ne s'y prendrait pas autrement », déclarait un employé au cours de la manifestation du 10 décembre aux abords du ministère des Finances. La banque, comme d'autres secteurs, est en res-

tructuration et les gestionnaires du capital sont bien aidés en cela par l'informatique.

Le « gouverneur » de la Banque de France, Jacques de la Rosière, se retranche derrière le ministère des Finances pour supprimer des emplois, voulant faire avec la « banque des banques » un exemple pour tout le secteur. Réduction du personnel, informatisation de la distribution aux clients, pour ce faire les pouvoirs publics et les banques considèrent le conflit avec

les salariés de la Banque de France « bastion syndical » comme un test décisif. Durant la manifestation du 9 décembre pour l'ouverture de négociations aux côtés des travailleurs de la Banque de France, il y

avait aussi des banderoles de la Société Générale, du Crédit Lyonnais et des Caisses d'Épargne. Mécanisation, informatisation, sous-traitance frapperont tout le monde et pas seulement le voisin...

Au moment où nous bouclons le journal, aucune issue pour les négociations n'est envisagée. A la suite de l'évacuation musclée des C.R.S. pour déloger les deux membres de la direction « retenus illégalement par les grévistes qui occupent les locaux », des responsables syndicaux auraient déclaré que « la pire des choses serait maintenant que la direction et le gouvernement jouent le pourrissement de la grève ».

A l'heure où la direction demande en référé l'évacuation des locaux, que fera l'assemblée générale des grévistes? L'unité syndicale résistera-t-elle ou les appareils négocieront-ils en solo? Affaire à suivre.

A. PIERRE

Post scriptum: La C.G.C. a dénoncé, après l'interdiction des C.R.S., « la montée de la violence provoquée par certaines organisations syndicales ». Des noms! De toute façon cela ne fera pas remonter le score prud'homme.

MYOPATHIE

Comme dans un fauteuil, ça roule...

« Videz vos poches, videz vos caisses, videz vos bas de laine, cassez vos tirelires ». Pendant 28 heures, du 4 décembre à 20 h au 5 décembre à minuit, l'émission « Téléthon » (1) sur Antenne 2 nous a poussé à la générosité. Cette émission a été réalisée à la demande de l'Association des Myopathes de France (2). Elle est basée sur l'exploit (le muscle au service du muscle) et sur l'espoir. Elle a rapporté la coquette somme de 18 milliards de centimes, qui doivent aller à la recherche sur les myopathies (3).

Esbroufe médiatique et télévisuelle. Ils étaient tous là, les bien-pensants, les pros de l'humanisme, les Drucker, Sérillon et même Jerry Lewis, ceux qui savent caresser dans le sens du poil pour solliciter la générosité des gens qui, par obéissance ou pour avoir bonne conscience (ça culpabilise, un handicapé), apportent massivement leur obole.

Ils étaient nombreux à vouloir faire étalage de cette générosité qui est pourtant si souvent absente des rapports sociaux. Allez, dans le désordre, on pouvait noter la présence à cette mascarade du Lion's Club, des supermarchés « Rallye », de la multinationale Mac Donald (bonjour la bouffe merdique), d'Elf-Aquitaine (à quand l'essence gratuite pour les fauteuils roulants?), d'une pléiade de vedettes du show-biz, de la S.N.C.F., etc. Ah, j'allais oublier le clou du spectacle: la « faiseuse de mutilés ». La « Grande Mulette », qui n'a pas froid aux yeux, s'est fait représenter par le groupe d'intervention du G.I.G.N. qui a réalisé quelques exploits sportifs. « Vous n'avez pas de muscles, nous on en a et on pense à vous en les utilisant », nouvelle version du « Vous n'avez pas d'armes, nous... ».

Quand on pense au budget de l'armée, institution destructrice par excellence, on se dit: pourquoi faire la manche pour nous, myopathes, alors qu'il y a tant de fric si mal utilisé. C'était indécent, cette mendicité.

Malgré ce spectacle, qui connaît, aujourd'hui, le quotidien du myopathe? Les soins, la souffrance, l'angoisse?

- Tiens, il y a un chouette film au cinéma cette semaine.
- C'est dans quelle salle?
- Au premier.
- Je ne peux pas...

Et les voitures garées abusivement sur les trottoirs, et les trottoirs, c'est l'enfer les trottoirs. Non la ville n'est pas aménagée pour nous. Et je ne parle même pas du travail, refusé ou exploité (4).

Ces opérations coups de poing, même si elles permettent à la recherche de se faire, ne changent pas notre quotidien d'handicapés, marginalisés de fait. Pour nous le droit à la différence n'est pas un slogan creux.

Yves, myopathe (Béziers)

(1) Emission de même nom que celle qui passe sur une chaîne de télé aux Etats-Unis pour le compte d'une association de lutte contre la myopathie. Cette émission est animée par Jerry Lewis et sponsorisée par Mac Donald.

(2) Association des myopathes de France, 13, place Rungis, 75650 Paris cedex 13.

(3) La myopathie musculaire, qui entraîne la paralysie, est à évolution lente ou rapide. Elle atteint les enfants, les adolescents, les adultes des deux sexes. Il y a plusieurs formes de myopathie, dont la plus grave est celle dite de Duchesne qui atteint principalement les enfants, leur ôtant quasiment tout espoir d'atteindre l'adolescence.

(4) Par exemple, Peugeot équipe ses modèles de faisceaux électriques assemblés par des handicapés dans des ateliers « protégés » subventionnés par l'Etat.

MANIFESTE

Des moyens d'existence pour tous

DEUX millions six cent cinquante mille chômeurs, un million de « fin de droits », des dizaines de milliers d'emplois menacés... toutes les forces politiques reconnaissent l'ampleur du « drame », parlent au nom des chômeurs, préparent des mesures en vue des élections, sans tenir compte de l'avis des principaux intéressés.

La garantie des moyens d'existence pour tous

A l'initiative du journal des chômeurs et des précaires Cash (1), un Manifeste pour la garantie des moyens d'existence pour tous a été lancé, réclamant un « revenu garanti individuel égal au S.M.I.C. ». Il ne s'agit pas de réclamer l'aumône, la charité, mais seulement d'un droit: à défaut d'un travail payé normalement, des moyens d'existence.

Le principe d'une garantie des moyens d'existence pour tous, détachée du travail, de ses contraintes et de ses leurreurs (T.U.C., S.I.V.P., P.I.L., etc.) nous a d'emblée séduit

en bref...en bref...

• « COURANT ALTERNATIF ». Le n° 71 de « Courant Alternatif » vient de paraître. A son sommaire: la Palestine; les prisons; grève à Angers... Ce numéro de décembre est disponible à la librairie du Monde libertaire.

• « ANARFAC ». Un hors série d'« Anarfac » vient de sortir en ce mois de décembre. Il a pour titre: « Lycéens, étudiants défendons le droit aux études! ». Ce numéro est en vente à la librairie du Monde libertaire.

et nous nous sommes penchés sur son contenu. Au-delà des différents points du manifeste, il convient de préciser que ce qui nous paraît primordial, dans celui-ci, c'est le projet de société sous-jacent à sa mise en place.

Détacher un revenu décent d'un travail bien souvent contraignant ou aliénant, d'une obligation de formation souvent sans avenir et sans contenu précis (ne permettant pas de sortir du cercle vicieux chômage-« petits boulots »-chômage) nous paraît une étape indispensable pour parvenir à une société où la socialisation de tout un chacun pourrait se faire à travers d'autres liens, d'autres relations d'entraide et de coopération que celles traditionnelles du travail.

Rattacher au travail la notion d'envie et plus seulement de besoin, favoriser la mise en place d'activités alternatives, autogérées, non lucratives, ou du moins sans souci d'accumulation effrénée, sont autant d'idées que nous suggère le manifeste. Il ne s'agit pas de nier le travail mais bien de se rendre compte qu'actuellement l'utopie du plein emploi a fait son temps, et que plus personne ne croit à une solution économique du chômage, qui menace des portions de plus en plus importantes de la population.

La mise en place du « revenu sociale garanti » doit permettre de donner un autre contenu au mot travail, qui se dévalorise actuellement tout seul. Ce ne sont pas les emplâtres successifs qu'on lui applique (T.U.C., S.I.V.P., plans-formation qui se multiplient) qui vont faire changer cette tendance à la dégradation inévitable.

Le manifeste et sa mise en place nous semblent enfin l'étape décisive pour en finir avec la logique d'exclusion, qui englobe de plus en plus de catégories de la population

(chômeurs, immigrés, femmes seules, jeunes en formation ou non).

Un problème actuel

Tous les chômeurs indemnisés en dessous du S.M.I.C.; tous les chômeurs non indemnisés; tous les jeunes (stagiaires, T.U.C., S.I.V.P., sous-payés); les étudiants (avec des bourses dérisoires ou sans ressources); tous les précaires (mi-temps, intérimaires, artistes, etc.); tous ceux qui sont reconnus inaptes au travail et n'ont pas de quoi vivre décemment; les prisonniers, etc., sont directement concernés.

Dans le Nord, une coordination régionale (dont fait partie le groupe Humeurs-Noires) s'est mise en place, afin de faire avancer l'idée du « revenu social » égal au S.M.I.C. Cette coordination regroupe diverses associations de chômeurs et de précaires. Elle organise une table ronde sur ce sujet le vendredi 18 décembre 1987, à 19 h 30, à la mairie annexe du Vieux-Lille, place Louise-de-Bettignies pour discuter diverses questions:

- comment s'organiser pour faire aboutir cette revendication?
• pourquoi un revenu garanti au moins égal au S.M.I.C.?
• est-ce un moyen de retrouver sa dignité?
• quelles sont les conséquences pour les salariés?
• combien cela peut-il coûter, mais aussi quelles économies cela entraînerait?
• et bien d'autres questions encore...

Il nous paraît important que les anarchistes présentent de tout leur poids sur ce débat.

Groupe Humeurs-Noires (Lille)

(1) Cash, c/o A.C.P., 53, avenue des Gobelins, 75013 Paris.

**NOUVELLES DU FRONT**

• **FAUX ET USAGE DE FAUX.** Verdict du procès concernant Pierre Serres, Dominique Delpoux et Philippe Laricq, à Toulouse, le 1<sup>er</sup> décembre : annulation pure et simple pour complément d'enquête. Il apparaîtrait, de plus, que la personne ayant signé leurs feuilles de route (une certaine Marie-Antoinette Hartville Andréani) n'était pas habilitée à le faire. Qu'on se le dise, cette signature devrait valoir la relaxe à tous les objecteurs insoumis concernés.

• **ECRIVEZ-LEUR !** Trois insoumis totaux sont actuellement incarcérés, il s'agit de : Eric Hébert (cellule 338 B, n° 12 173, maison d'arrêt, 505, rue de Quincy, 59500 Douai), Hervé Ballester (maison d'arrêt de Montluc, 1, rue Jeanne-Hachette, 69391 Lyon cedex), et de Fabrice André (caserne Sergent-Blandin, 37 rue Repos, 69007 Lyon). Par ailleurs, Eric Hébert devrait pouvoir bénéficier d'une permission de sortie vers la mi-décembre.

• **Y'A UN T.U.C.** L'armée découvre les « travaux d'utilité collective » (900 000 actuellement) et « offre » des stages très motivants dans... les foyers, mess, clubs sportifs et artistiques, associations amicales, etc. Main-d'œuvre à bon marché, corvéable à volonté, qui n'a pas son T.U.C. ?

• **CIRAGE DE POMPES.** Des chercheurs militaires américains ont montré qu'il pouvait être très dangereux de cirer ses rangers : la réflexion du soleil sur les chaussures est l'un des signaux les plus intenses identifiant un fantassin sur une image infrarouge. De même, les parties métalliques... renvoient les ondes radar ! Les prochaines guerres se feront sans doute nu-pieds.

• **LA GUERRE DE DEMAIN.** D'après un dossier réalisé par « Armées d'aujourd'hui » (novembre 1987), les recherches militaires s'orienteraient actuellement selon quatre axes principaux : optique électronique (voir dans toutes les conditions), matériaux nouveaux (résistance et transparence aux ondes), informatique (traitement des informations du champ de bataille et prise de décisions), transmission (amélioration et protection des télécommunications). Les armes privilégiées de l'an 2000 seraient les chars, les hélicoptères de combat, et les missiles (miniaturisation et poursuite automatique des cibles). Sans oublier, bien sûr, les travaux relatifs à l'adaptation de l'homme aux nouvelles conditions de combat.

• **L'Union pacifiste de France** vient de sortir, avec son numéro du mois de novembre, un supplément spécial « Elle (l'armée) sort des casernes ». Il s'agit d'une visite, très bien réalisée, à Militropolis. Tout ce que vous avez toujours voulu savoir, sans oser le demander... pour 18 F. En vente à la librairie du Monde libertaire.

G.H.

**LE CONGRÈS DU P.C.F. Morne platitude...**

COMME tous ceux des partis « frères » de la planète, les congrès du P.C.F. se déroulent selon un rite immuable. Quelque quinze cents délégués, soigneusement triés par les conférences de sections et de fédérations, s'assemblent dans un vaste vaisseau tendu de pourpre et de tricolore, devant de monumentales étagères où s'alignent, comme des potiches, les chefs bien-aimés et les invités « internationalistes prolétariens ».

Il faut alors écouter sans défaillir, pendant cinq heures, le rapport du secrétaire général, battre des mains au moment opportun, se dresser pour saluer la péroraison et entonner l'*Internationale*. Immanquablement le congrès se clôture par une envolée de confettis et une vibrante *Marseillaise*. Entre ces deux moments d'intense émotion se déroule la « discussion »...

**Une infinie platitude**

Alors que Juquin avait quelque peu animé le vingt-cinquième congrès, le vingt-sixième, à Saint-Ouen, a été d'une infinie platitude. C'est à peine si la timide contestation des délégués du Doubs et de la Corse du Sud réclamant un peu de « glasnost » a troublé la litanie des intervenants.

Il est vrai que l'horizon, pour le P.C.F., est bien bouché. Et le bureau politique a eu beau déployer toutes les ressources de la dialectique, il n'a pu qu'allier les formules creuses :

« union nouvelle des forces populaires pour conquérir la majorité » (avec qui ?) ; « paix, justice, liberté » ; « fermeté, audace, lucidité, courage » ; etc. Cette grande vacuité n'a pas empêché Lajoinie, virtuose de la brosse à reluire, d'exprimer « son sentiment d'enthousiasme à l'écoute du rapport de Georges Marchais » qui constitue « un texte de référence et une page de réflexion pour les communistes »...

Pas de surprise, donc, avec le vote à 99,3% de la révolution finale. Marchais est aussi fort que Ceausescu ! Le secrétaire général a tout de même sollicité l'attention des observateurs quand il a laissé planer le doute sur les intentions du P.C.F. au second tour des présidentielles. Il a prétendu « ne pas connaître encore la décision du P.C.F. au lendemain du premier tour ».

**Survivre...**

Le Monde s'est étonné du « superbe isolement du P.C.F. ». Mais peut-il agir autrement ? D'abord, à quel cela servirait-il que Lajoinie se décarcasse si Marchais annonçait la couleur tout de suite. Ensuite le P.C.F., qui a depuis belle lurette enterré ses grands rêves, a pour seule ambition de survivre tant bien que mal.

Il n'a pas d'autre moyen que d'apparaître comme l'unique défenseur, intransigeant et intrépide, des intérêts de la classe ouvrière, et notamment de sa fraction la plus touchée par la crise et les restructura-



tions. Il lui faut donc se démarquer très nettement du P.S. accusé de « consensus avec la droite ».

Marchais a d'ailleurs trouvé un argument massue : le P.S. actuel n'aurait rien de commun avec celui de 1981, car il est désormais contre tout changement politique. En 1981, le P.S. était donc — et nous ne nous en doutions pas — presque aussi révolutionnaire que le P.C.F.

Pourtant, en 1977, Marchais avait jetté le programme commun à la poubelle en dénonçant, déjà, le virage à droite de Mitterrand... Les militants auront bien du mérite s'ils s'y retrouvent.

Il y a gros à parier qu'au lendemain du premier tour le P.C.F. ne puisse faire autrement que d'appeler à « l'union contre la droite », au respect de cette « discipline républicaine » à laquelle l'électorat communiste se montre fidèle, comme l'ont prouvé les récentes élections partielles. Il sera difficile d'aller à contre-courant. Et puis, il faut penser aux prochaines élections municipales où le P.C.F. aura besoin, plus que jamais, des voix socialistes. On peut être sûr, en tous les cas, que Marchais trouvera, le moment venu, de nouveaux et sérieux « arguments »...

Sébastien BASSON

**ÉLECTIONS PRUD'HOMALES**

**La base part en lambeaux**

LES pronostiqueurs en auront été pour leurs frais. On s'attendait généralement à une progression de la C.G.C. et à un recul de la C.G.T., sur la base d'une observation prenant en compte l'évolution de la structure du corps électoral (baisse des inscrits dans l'industrie, augmentation dans l'encadrement). Mais la progression de l'abstention a tout bouleversé.

**Pendant les élections, la crise continue**

Cette évolution, beaucoup plus forte que prévue, résulte d'au moins deux phénomènes qui ne sont en définitive pas si distincts l'un de l'autre.

Le premier, c'est l'évolution générale du salariat, avec la disparition progressive des grandes concentrations de salariés et la multiplication simultanée des petites unités de travail, avec son corollaire qui est le développement des emplois précaires, instables subissant une main-mise accrue du patronat. Et le syndicalisme a cette particularité de n'exister réellement que dans les entreprises un peu importantes.

Cela nous amène à cette contradiction fondamentale que ce sont les salariés les moins touchés par la syndicalisation, les plus démunis face au patronat, et donc ceux qui auront le plus souvent recours aux prud'hommes qui participent le moins à leur désignation.

Mais l'évolution subie dans ce domaine depuis cinq ans ne peut suffire à expliquer cette baisse de la participation de plus de douze points (46% contre 58% en 1982). Et on peut bien tourner dans tous les sens ces résultats, trouver d'autres explications toutes plus

justifiées que les unes que les autres, on n'évitera pas de poser la principale question qui est la perte de crédibilité des différentes organisations syndicales. Celles qui se maintiennent en pourcentage (C.G.T. et C.F.D.T.) enregistrent une perte d'environ 30% des voix ; même en progressant fortement F.O. en perd encore près de 20% ! Si l'on rap-



porte le nombre de voix obtenues au nombre des inscrits, cela donne une inflation réelle de 16% pour la C.G.T., de 10% pour la C.F.D.T. et de 9% pour F.O.

**Encore un effort pour être lucide !**

Les syndicats ne sont plus porteurs d'un projet mobilisateur. Malgré une impression de renouveau de la combativité, avec l'éclatement sporadique de luttes dures d'où les syndicats ne sont pas absents, la

confiance n'est pas revenue pour autant. Le syndicalisme reste plus que jamais empêtré dans ses contradictions, lié le plus souvent à des projets politiques précis, incapable de redévelopper des structures interprofessionnelles de base seules susceptibles de redonner du tonus à l'action syndicale auprès des travailleurs les plus isolés, les moins touchés par le syndicalisme et qui sont pourtant ceux qui en auraient le plus besoin.

Chacune des confédérations a publié son message d'auto-satisfaction à la suite de l'annonce des résultats. Certes, en sauvegardant son pourcentage de voix, on sauve la face et son nombre de sièges ! Mais à qui fera-t-on croire qu'un malaise croissant ne s'installe pas chez les salariés à l'égard des syndicats ?

Il est pourtant peu probable qu'aucun d'eux ne tire la conclusion qui s'imposerait : un financement de campagne publicitaire ne compensera jamais la présence sur le terrain, pour s'attirer la confiance des salariés. On a trop cherché à faire de ces élections nationales le pendant syndical des grand-messes politiques que sont les élections présidentielles par exemple, notamment en personnalisant la campagne autour de la personne de certains dirigeants confédéraux.

Contrairement au corps électoral politique qui est relativement stable, le corps électoral salarié est plus versatile parce qu'il est plus exigeant. Voter pour de bonnes personnes en politique, c'est la règle du jeu ! mais dans le domaine syndical, il faut donner satisfaction à longueur d'année pour s'attacher des adhérents et des sympathisants. Alors marche arrière, toute ! Cela s'impose.

LEPETIT

**Prison**

Dimanche 6 décembre, Thierry Chatbl, devenu quasiment aveugle, a décidé de suspendre sa grève de la faim et de la soif entamée vingt jours auparavant, tout en affirmant qu'il ne cessait pas le combat. Ses proches restaient perplexes : que pouvait-il encore faire, presqu'aveugle et terriblement affaibli ! La réponse est parvenue samedi 12, sur une dépêche A.F.P. : Thierry était monté sur le toit de la prison, refusant d'en descendre avant d'avoir vu le Procureur général. Il a obtenu satisfaction, et a enfin pu exprimer ses revendications : que l'on examine son dossier, sérieusement cette fois ; et que l'on reconnaisse les aberrations qu'il comporte et que l'on en tienne compte dans sa demande de mise en liberté. Et cette, fois, les journalistes étaient au rendez-vous. Reste à espérer qu'il ne prenne pas quarante jours de mitard pour son acte, qu'il continue à être soigné... Et qu'enfin, il soit libéré.

Pascal CHOISY

## INTERVIEW

Entretien avec Joëlle Kauffmann  
sur Radio-Libertaire

**F**ÉVRIER 1979, l'iman Khomeiny quitte Paris en grande pompe, à bord d'un Boeing 747 spécial d'Air France, pour le dernier coup de butoir de la « révolution » en Iran. Après 15 ans de lutte entre le Shah et le clergé chiite, principal propriétaire terrien d'Iran, touchant un tiers de tous les bénéfices commerciaux, s'ouvre une course de vitesse pour la succession entre le clergé et la bourgeoisie.

Sept novembre 1987, le ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua, fait arrêter 26 opposants iraniens au régime khomeiniste, et les expulse en dépit de leur statut de réfugiés politiques. La « raison » d'Etat, une fois de plus, s'oppose au droit d'asile.

Entre ces deux dates, les relations franco-iraniennes s'étaient détériorées au rythme des livraisons d'armes à l'Irak (février 1981, été 1982), des prises d'otages (printemps 1985) et des diverses attaques anti-françaises. Aujourd'hui le gouvernement Chirac, pressé par les élections, veut obtenir la libération des trois derniers otages. Le prix à payer sera-t-il un

changement de la politique étrangère et l'abandon du soutien à l'Irak ?

Le feu vert récent pour la fabrication et pour la vente à ce pays d'une douzaine de Mirages semble infirmer une quelconque évolution, bloquée par le lobby pro-irakien. Pour l'instant, les différents gouvernements français n'ont cédé que sur des questions de principe démocratique (expulsions de réfugiés, « désaisissement volontaire » de la justice à propos de l'affaire Gordji), pas sur les intérêts stratégiques et financiers à long terme.

En fait il s'agit de l'affrontement de deux logiques pouvant l'une comme l'autre être aussi terroriste. Pour le régime irakien, il est vital d'obtenir des armes, ou, du moins, de faire cesser la fourniture d'armes à l'Irak (surtout en ce qui concerne l'aviation, pièce maîtresse irakienne dans sa guerre avec l'Iran). Pour le gouvernement français, il est nécessaire d'obtenir la libération des otages, sans pour cela remettre en cause l'orientation de sa politique étrangère.

Après la menace, l'arme iranienne fut le terrorisme, car c'était la seule qu'elle possédait alors. Pour la France, pays démocratique, un terrorisme équivalent a pu être envisagé un temps sans pour cela connaître un début d'action, car inadapté à la situation précise. Mais, d'un point de vue moral, est-il plus terroriste de se servir d'otages ou de livrer des armes à un pays belligérant, permettant ainsi à une guerre atroce de durer aussi longtemps ?

Les victimes de cette politique du terrorisme sont aussi bien les populations iraniennes et irakiennes, que les otages de différentes nationalités. En fin de compte ils constituent les pions qu'on manipule sur l'échiquier mondial. Terrorisme, ventes d'armes, intérêts politiques, conditions de vie des otages sont des termes qui reviennent souvent dans les déclarations de Joëlle Kauffmann, interviewée sur Radio-Libertaire. Ce témoignage intéressant nous semble pouvoir constituer un élément supplémentaire d'information.

Le comité de rédaction

— Radio-Libertaire : Vous devez choisir entre l'espoir et l'amertume ?

— Joëlle Kauffmann : Oui entre l'espoir, c'est sûr, mais aussi l'inquiétude. Je ne suis pas amère parce que ce sont les gens de ma famille qui sont sortis. On est devenu une grande famille : la famille des otages. Auque, je le connaissais, Normandin, à force de voir sa famille je le connaissais. On est vraiment contents du fond du cœur qu'ils soient sortis. C'est vrai qu'on est très inquiet pour ceux qui



restent... Ces familles qui souffrent et qui deviennent rapidement très très égoïstes. Ça été dur à vivre mais on est quand même contents. Et l'expulsion de Gorji, j'espère que tout cela est bien orchestré depuis le départ et que les trois qui restent vont revenir très vite. Sinon on ne va rien comprendre.

— R.L. : Est-ce que vous avez rencontré ceux qui sont revenus ?

— J. K. : Oui, bien sûr, j'ai décidé de leur laisser un peu la paix... J'attends quelques jours pour leur poser beaucoup de questions... Comment ça se passe, comment ils vivaient, ce qu'ils ont ressenti, qui ils ont rencontré. Sur le fond du problème politique, je crois qu'ils en savent beaucoup moins que nous.

— R.L. : Il y a un facteur très dur pour eux, c'est de savoir que d'autres restent ?

— J. K. : Surtout pour les gens d'Antenne 2. Philippe Rochot se sentait très très responsable. Tout le monde est « accroché » à faire sortir les autres. Il est possible qu'il y ait une libération totale. Mais si elle ne se fait pas, ce sera un grand échec.

— R.L. : Ce qui est intéressant c'est qu'une situation, qui était complètement stagnante depuis très longtemps, se débloque. Avez-vous l'impression que les ravisseurs de Auque et Normandin peuvent, d'une manière ou d'une autre, être en relation avec ceux de Jean-Paul Kauffmann ?

— J. K. : Je crois maintenant qu'on peut nommer l'Iran, puisque le Premier ministre en a parlé. Le feu vert vient de Khomeiny, c'est sûr. Ce qui ne veut pas dire que tout est réglé pour autant, parce que ces groupes de ravisseurs ont tous une certaine autonomie.

Le groupe O.J.R. avait peut-être des revendications différentes. Indépendamment des problèmes que nous avons avec l'Iran et qui

semblent irréversibles, il y a quand même une grosse pression des pays arabes. Il y a beaucoup de gens qui veulent que ça s'arrange. Les Palestiniens aident beaucoup. Les Algériens ont joué, paraît-il un grand rôle dans cette libération. Il y a beaucoup de chiites modérés qui en ont marre, parmi les Libanais. Les pays arabes ont très peur de l'intégrisme en tant que générateur de terrorisme... C'est un peu la pression de tout ça qui a fait que ces gens-là allaient s'isoler beaucoup trop, s'ils se maintenaient dans une situation extrême comme celle-là. Je crois que c'est une des raisons pour lesquelles les choses ont recommencé à bouger après l'été.

— R.L. : Les enjeux qui dépassent les otages et qui nous dépassent très largement ici, ses enjeux quels sont-ils et de quel poids pèse le commerce des armes au Moyen-Orient dans ces prises d'otages et ces négociations qui s'éternisent ?

— J. K. : Il faut remonter assez loin pour comprendre ça. La France s'était engagée à livrer des armes à l'Irak avant qu'elle soit en guerre. Il s'est créé, en France, un lobby pro-irakien. La guerre a commencé, et il faut se rappeler que c'est l'Irak qui fut l'agresseur. On a continué à livrer de manière frénétique des armes à un pays en guerre. C'est de là que notre malheur est venu. L'Iran s'est défendu avec les armes qu'il avait.

Je n'ai aucune excuse pour l'Iran comme pour l'Irak, je trouve que ces pays manquent absolument de démocratie et qu'ils ne respectent pas les droits de l'homme l'un comme l'autre... Et qu'est-ce que peut faire un pays comme l'Iran qui n'a pas d'armes : faire du terrorisme. C'est Marie Seurrat qui a dit cette si belle phrase : « La prise d'otages, c'est la bombe atomique du pauvre »... c'est un peu ça.

La première a eu lieu en octobre 1983 : le camion suicide contre l'immeuble du Drakkar, qui a tué 53 parachutistes dont on ne parle plus parce que les morts ça fait moins parler que des otages... Il y a eu un couple de Français avec la même revendication. Il y a eu des gens qui sont



Départ de Joëlle Kauffmann et de ses enfants pour Beyrouth le 24 décembre 1985.

n'a changé, des journalistes, des chercheurs dont les familles étaient plus disposées à parler et ça aurait continué comme ça...

On nous dit : vous avez fait trop de bruit autour de Jean-Paul. Si on avait pas fait de bruit, on en aurait enlevé deux autres après. Finalement, on en a peut-être protégés en faisant du bruit autour de ceux-là... Il fallait enlever deux Français, parce qu'il fallait que la France révisé sa politique, ce qu'elle n'a toujours pas fait... Les ravisseurs ont pensé qu'elle pouvait le faire. Le groupe a pensé que la France allait intervenir pour leurs frères et les faire libérer du Koweït. Ils faisaient partie d'un groupe de chiites qui voulait tuer un émir, et qui avait commis des attentats devant les

alliant être protégés par l'Iran, puisqu'ils allaient servir sa politique.

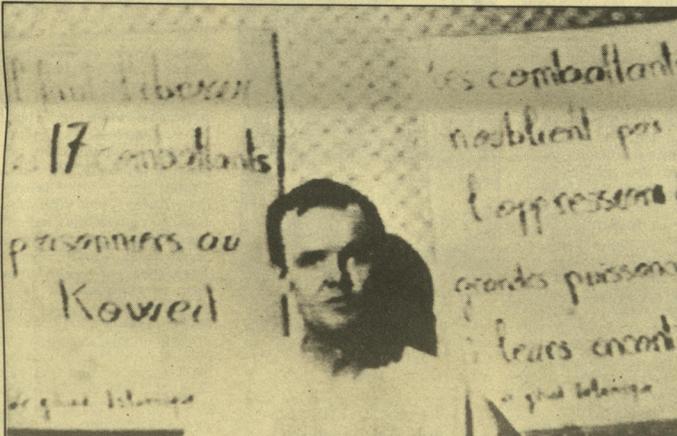
La France a dit : on va demander de l'aide à l'Iran, et c'est là que sont intervenues des revendications purement iraniennes, qui sont celles du contentieux franco-iranien alors que cet argent est stocké, ils voulaient qu'on expulse des opposants au régime. Mais voilà, on ne peut pas aider un pays qui arme notre adversaire. En ne voulant pas parler aux ravisseurs eux-mêmes, on a élargi le débat aux Etats qui pouvaient aider, et l'Iran a apporté ses revendications sur un plateau, y compris la libération d'Anis Naccache et d'un commando. Voilà des revendications pas faciles, et on tourne autour depuis deux ans.

— R.L. : Il y a dans ce processus des ravisseurs qui, en eux-mêmes, représentent peu de choses mais que les circonstances forcent à devenir des porte-parole de l'Iran, qui est un Etat cerné. Ces ravisseurs se sont retrouvés à la tête d'un capital qui les dépassait très largement et qu'ils ont offert à l'Iran, qui devient ainsi l'interlocuteur. Mais la politique française, qui a consisté à privilégier les relations d'affaires, surtout d'armement, avec l'Irak et a bloqué le prêt Eurodif. Tout ceci met la France dans une situation de faiblesse morale. Comment peut-on comprendre que la France ait eu une attitude aussi brutale vis-à-vis de l'Iran ?

— J. K. : Quoi qu'on pense du régime actuel de l'Iran, on ne peut pas ne pas chercher à dialoguer avec ce pays qui a de l'importance, qui existe... On ne peut nier sa puissance. En isolant les gens, on les rend encore plus fous. Il faut dialoguer. Je ne peux que me réjouir d'une réouverture du dialogue avec l'Iran. Il y a des pas à faire des deux côtés.

— R.L. : N'y a-t-il pas d'enjeux très hexagonaux dans ces négociations, qui ralentissent, puis qui s'accroissent ?

— J. K. : C'est un problème. On a (« Les amis de Jean-Paul Kauffmann ») démarché très vite tous les grands chefs des partis politiques. On est allé les voir. Ils nous ont accueillis et on leur a dit : « surtout ne vous servez pas de ce malheureux problème ». C'est déjà terrible de voir des gens pris comme ça, comme des



Jean-Paul Kauffmann, le 22 août 1987, dans une cassette-vidéo remise par le Jihad Islamique.

venus porter des messages officiels en disant : si vous continuez comme ça, il y aura des prises d'otages, des attentats à Paris. C'était inscrit, c'était dit. Et puis ça a commencé naturellement. On a enlevé des diplomates et puis rien

ambassades des Etats-Unis et de France. Ils pensaient que la France allait intervenir... mais elle a laissé traîner les choses. Il y a beaucoup de revendications qui viennent, mais celle-ci était la plus profonde. Ces gens savaient qu'ils

INTERVIEW

# Entretien avec Joëlle Kauffmann sur Radio-Libertaire

pions, niés dans leur personnalité pour être échangés contre on ne sait quoi, c'est épouvantable. On est allé supplier les gens de l'opposition, pour qu'ils ne critiquent pas le gouvernement dans ce qu'il pourrait faire, il y avait des risques à prendre. Il ne fallait pas qu'ils se sentent critiqués. On a vraiment fait le tour. On les a vus et on les revoit encore. On leur a demandé d'être solidaires, pour ne pas que cela dérape. Là-dessus est arrivé janvier 1986, avec la libération que l'on croyait proche. Il y avait enfin une négociation entre les Iraniens, les Syriens et les Français, qui portait toujours sur la libération d'Anis Naccache, et qui a failli aboutir. Les ravisseurs ont dit : « non, on a des propositions plus intéressantes de l'opposition (l'actuelle majorité, NDLR) », c'est ce qu'ont dit les ravisseurs. C'est aussi ce qu'ont dit les Iraniens. Est-ce vrai ou pas ? En mars 1986, il y a eu également un dérapage, quand Eric Rouleau est arrivé à Téhéran pour négocier : les Iraniens ont dit non. Pour les otages, ce serait terrible si c'était vrai. On n'a pas à démentir. Je n'ai pas intérêt à mettre de l'huile sur le feu dans cette histoire, on a pas intérêt à affaiblir le gouvernement. Les Iraniens en face y ont, eux, tout intérêt.

On se balade toujours avec le même discours : « Il faut aider le gouvernement, il ne faut pas le critiquer. » Le président du Parlement iranien a fait une déclaration à Jeune Afrique, début septembre, en disant : « (...) des proches de M. Chirac sont venus nous proposer (...) et s'il nie, on donnera des preuves... » Alors, si les histoires ne sont pas réglées maintenant, on va vers une période électorale qui ne va pas être marrante parce que les Iraniens vont distiller petit à petit ce qu'ils ont envie de dire. Ils vont aussi nous sortir des histoires pas très propres. Cette fois-ci le gouvernement a pris des risques et on voit déjà des grincheux qui disent que ça ne va pas... Tant qu'il y a à la base des otages, il ne faut pas trop régler de comptes. Les gouvernements sont coincés par ces histoires de terrorisme. Les gouvernements démocratiques s'en tirent très mal... c'est soit laisser les innocents mourir, avoué qu'on est pas une démocratie ou qu'on est une démocratie nulle, qu'on ne peut pas les sortir et que la dignité de la France c'est de ramener ses ressortissants qui sont à l'étranger sans perdre son âme et ne pas céder. Devant une agression comme ça, qui est une guerre, les otages devraient s'appeler prisonniers de guerre. C'est une agression et il faut une solidarité nationale. C'est un devoir des Français de les sortir, quel que soit le prix à payer. Je parle là du prix politique, pas de vendre son âme...

— R.L. : Remarquons en tout cas que le secret a été une condition d'une certaine réussite. Ce qui est troublant c'est que, non seulement les otages sont un peu pris pour des pions, mais nous-mêmes, le public, les citoyens, sont pris pour des objets également et, en plus de ce secret il y a tout un discours.

était en fait assez totalitaire. C'est en ce sens que tous nous nous sentons un peu manipulé, un peu objet, c'est précisément dans un excès de paroles. Quand on sait que les solutions passent, il y en a qui passent par une certaine forme de concertation...

— J.K. : ou de compromis... Mme Thatcher me fait rire. Londres a été la plaque tournante des ventes d'armes à l'Iran pendant des années. C'est comme quand Reagan hurlait qu'il ne livrerait rien et qu'il faisait son « Irangate ». Il ne faut pas se moquer du citoyen. On peut se taire et expliquer après ce qu'on a fait. Je crois qu'il faut négocier dans le plus grand silence, ne pas spéculer là-dessus, et puis expliquer aux Français ce qu'on a fait et ne pas en avoir honte. Cela fait deux ans et demi que le gouvernement refuse de changer sa politique de marchand d'armes et le président de la République a encore dit, hier, qu'on ne la changerait pas...

— R.L. : Disons qu'elle est modulée en vendant des armes aux deux belligérants...

— J.K. : Non ! je ne sais pas du tout. On a pas de preuves. Il y a eu des livraisons à l'Iran, mais avant la prise d'otages.

— R.L. : Lorsqu'on a entendu parler pour la première fois de l'affaire Luchaire, cela pouvait faire penser à un argument dans la négociation, simplement pour faire libérer les otages. Il s'avère que non. C'était bien avant tout pour d'autres raisons, strictement financières.

— J.K. : Il semble que cela permettait à d'autres gens de vivre. Et sur cette histoire de ventes d'armes, c'est un autre débat. Je me sens très coupable de ne pas avoir réfléchi plus longuement à tout cela. On ne réfléchit pas à cette histoire de vente d'armes avant d'en avoir été soi-même la victime. C'est quand même insensé cette politique de marchand d'armes que l'on a, sous prétexte de mettre la moitié de la France au chômage. On peut aussi mettre toutes les femmes de France sur le trottoir sous prétexte que cela rapporte. C'est mettre le problème à l'envers.

— R.L. : C'est difficile à dire en ces termes, mais est-ce que les otages n'auront pas été utiles au niveau de la société française, des gens ?

— J.K. : Ça me mettrait du baume au cœur... Carton et Fontaine vont atteindre, s'ils y sont toujours, leur millième jour de détention le 17 décembre et voilà des gens qui souffrent, enchaînés et isolés. Il n'y a rien de pire dans la vie que de se sentir rejetés, annihilés et, en plus de ça, expier une faute qu'ils n'ont pas commise. Il n'y a rien de pire que la privation de liberté, c'est le principe même des droits de l'homme. Je pense toujours aux gens qui sont détenus injustement, mais qui défendent une cause. Je me dis qu'au moins, dans leur prison, ils peuvent penser qu'ils font avancer les choses. Nous avons l'exemple récent d'Albertini, que j'ai rencontré récemment. Le terrorisme est indéfendable quelque soit le malheur de ces gens. Ça naît sur le malheur, sur la guerre, ça naît sur le refus de reconnaître les peuples...



cela ne changerait rien au conflit Iran-Irak. Il y aura toujours autant de morts, des gosses et tout, les Palestiniens n'auront pas pour autant retrouvé une terre. Il n'y a même pas de cause qui nous fasse plaisir. Effectivement, vous me mettez du baume au cœur en me disant que, peut-être, cela aura ouvert quelques consciences et qu'on aura peut-être tous plus réfléchi à ce que cela veut dire de s'engager dans une livraison d'armes...

Jean-Paul, dans sa dernière cassette qu'on a reçu de lui, au mois d'août, dit : « Les gens de cœur en France sont sans doute endormis (...).

On ne répétera jamais assez qu'on a pas le droit d'attenter à l'intégrité physique et psychologique de quelqu'un pour rien.

— R.L. : La situation est d'autant plus dramatique que lui n'en sait rien. La prise de conscience, c'est nous qui pouvons la percevoir, cette espèce de liaison qui peut exister entre la morale politique, ou cette absence de morale politique, et des conséquences tragiques pour les individus ; c'est nous qui la percevons mais lui est complètement fermé à cette optique et à cette vision, et c'est cela qui est terrible. Ce n'est pas à proprement parler un prisonnier politique, un prisonnier de conviction, c'est un otage, quelqu'un qu'on a pris au hasard.

— J.K. : (...) Ils sont véritablement stockés. D'après les Américains détenus par des groupes politiques et qui ont libérés, il y a également cette négation : t'es là, t'es gardé comme un rat, on t'attache... Ils sont comme cela niés, même pas de quoi lire, de quoi écrire, de quoi cultiver leur intelligence et ça c'est vraiment la négation de tout.

— R.L. : Si pour nous les otages ont été le révélateur, comment s'est articulée pour vous une lutte concrète, qu'est-ce qui a été fait et en quoi vous croyez que cela a pu peser ?

— J.K. : On sait pas, en réalité on ne saura jamais. Quand Jean-Paul sera libéré, il y aura 50 000 personnes qui vont dire que c'est grâce à moi. Peut-être que si on s'était tu, il serait libéré quand même à la même date. Ce que je crois c'est qu'on ne pouvait pas pas s'indigner. (...) La L.D.H. m'a beaucoup aidé. Très vite on s'est dit : on va faire une conférence de presse, une manif, les moyens qu'ont tous les gens de la rue. On a commencé cette lutte qu'on a basé uniquement sur la liberté. On a pas arrêté de démarcher et malgré tout on a pris un certain poids. Je crois que les gouvernements le savent. On ne se taira jamais. Si on a pu dire quelque chose, c'est peut-être de crier. On ne se taira pas tant qu'ils ne seront pas rentrés.

(Propos retranscrits par J.P.G.)



Et effectivement, si aujourd'hui on voit le bout du tunnel, il faudra revenir sur le discours. Un discours qui prétendait opposer au sectarisme et au fanatisme iraniens un sectarisme et un fanatisme anti-iraniens, et un chantage au terrorisme. Un discours qui lui-même

Rien ne justifie tout ça... Jean-Paul, dans le fond de sa prison, a quoi peut-il bien penser ? Ces gens l'ont enlevé pour une cause qui vraiment ne l'intéresse pas, et ne m'intéresse pas non plus. Je pense que si Jean-Paul sortait demain ou encore dans quatre ans, je crois que

Ils ne pensent plus aux vrais problèmes, mais ils vont se réveiller (...) Il y a beaucoup d'enfants qui, au travers de notre histoire, ont appris ce qu'étaient les droits de l'homme. On a beaucoup réfléchi aux notions de liberté... Mais c'est quand même cher payé tous ces

## ACCORD DE DÉSARMEMENT

## Ron et Mikhaïl font un petit pas !

**L'**OPTIMISME, et même souvent l'euphorie, sont généralement à l'honneur pour saluer le « premier accord de désarmement de l'ère nucléaire » (le Monde du 10 décembre 1987). Qu'en est-il de l'accord « historique » ? Au cours de cet article, nous tenterons de répondre à la question, en négligeant quelque peu les autres aspects déjà traités dans le Monde libertaire (1).

Si effectivement, il s'agit du premier accord réel de désarmement (les précédents ne s'attachant, avec bien des imperfections, qu'à limiter le développement de l'armement) ; celui-ci est malgré tout bien circonscrit. En effet, il n'envisage que le démantèlement et la destruction partielle des forces nucléaires intermédiaires (F.N.I., appelées également I.N.F. selon la terminologie anglo-saxonne), d'une portée de 500 à 5 000 km, stationnées en Europe.

## Du rêve à la réalité

Il restera, rien qu'en Europe, outre les arsenaux nucléaires français et britanniques, quelques 4 000 charges déployées (missiles de portée inférieure à 500 km, charges lancées par l'artillerie ou transportées par avions de part et d'autre. Quant aux arsenaux stratégiques (portée supérieure à 5 000 km), non concernés par l'accord Reagan-Gorbachev, ils représentent 1 957 missiles américains (12 849 charges) et 2 480 missiles soviétiques (char-

ges certainement supérieures à 15 000).

On peut noter que le traité ne donne aucun chiffre concernant le nombre de missiles F.N.I. de part et d'autre (si les engins déployés peuvent être compatibles grâce aux satellites, il est en revanche impossible de contrôler le nombre de missiles tenus en réserve). Malgré tout, selon l'un des négociateurs occidentaux, les Américains auraient « avoué » 430 engins non déployés et les Soviétiques : 895. Tout repose donc sur la confiance ! « Les missiles déployés sont, eux, selon le Monde, au nombre de quatre cent vingt-neuf pour les Etats-Unis et de huit cent cinquante-sept pour l'Union soviétique. »

Le traité porterait donc, effectivement, sur 859 engins américains et 1 752 du côté soviétique. En ce qui concerne les charges correspondantes, le flou est aussi total : une charge par missile pour les Etats-Unis et, à l'Est, on estime généralement le nombre à environ 6 000.

Ces chiffres ne doivent cependant pas cacher que cela ne constitue que 4% à 7% du potentiel nucléaire total. De plus, il n'est pas question de détruire la matière fissile des charges nucléaires (comment faire ?) ni même les précieux éléments de guidage des fusées. Seuls les autres parties seront éliminées, et là le protocole est très précis, déterminant ce qui doit être brûlé, aplati, broyé, découpé ou détruit par explosion.

Le démantèlement se fera en plusieurs étapes soigneusement énu-

mérées : en trois ans pour les fusées de portée supérieure à 1 000 km et dix-huit mois pour les armes à plus courte portée (de 500 à 1 000 km). Les mesures de vérification, qui font l'originalité principale de cet accord (2), sont particulièrement élaborées et pourront durer treize ans. Mais même ces mesures extrêmement détaillées, offrant toute sorte d'interprétation (donc de désaccords à venir), ne sauront être incontestables.

## Réactions européennes

Il s'agit donc d'un petit pas, qui risque à tout moment d'être remis en cause (3), sur la route du désarmement, laissant en suspens des problèmes peu ou prou abordés : diminution à 50% de l'arsenal nucléaire stratégique des deux grands ; résolution des conflits en cours ; rééquilibrage des armements classiques en Europe ; liquidation des armes chimiques et bactériologiques ; continuation ou non de l'initiative de défense stratégique américaine (I.D.S., projet de guerre des étoiles), etc.

Un tout petit pas, qui peut expliquer la joie de certaines populations directement touchées par l'implantation des sites de missiles, mais certes pas l'optimisme radieux et affiché de gouvernement européen. Et il est, de nouveau, caractéristique de constater les différences de réactions dans les principales capitales européennes. Du scepticisme français à l'espérance allemande, de

l'euphorie italienne aux craintes ambiguës anglaises, l'unité européenne est bien malade. Face à l'absence de l'Europe dans ce traité qui la concerne, et au désengagement possible des Etats-Unis, elle ballote entre le suivisme aveugle et les velléités d'indépendance.



La société du spectacle frappe aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est.

Un bien petit pas, donc, qui a surtout servi à asseoir ou à restaurer la popularité de Reagan et Gorbachev, sans pour cela faire disparaître

les dangers de conflits. La société du spectacle frappe aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est. Mais pourquoi attendre des Etats la paix, alors que la guerre (ou sa menace) leur est nécessaire pour survivre. Songeons, en fin de compte, au gâchis que signifie la destruction de ces armes. De combien de morts ou de pauvreté sont-elles responsables, sans avoir servi, uniquement par les choix qu'elles ont impliqués. Alors, est-ce vraiment la peine de se réjouir de cet accord ?

Georges HOST

(1) En ce qui concerne l'historique des négociations depuis les années 70 et les caractéristiques des différents matériels nucléaires, on peut se reporter aux articles parus dans le Monde libertaire n° 662 et 663, de mai 1987. Sur les raisons politiques de cet accord et les conséquences pour l'Europe, il faut se référer au Monde libertaire n° 674, du 24 septembre 1987.

(2) On a également beaucoup parlé de « transparence ». S'il est vrai que certaines choses ont été précisées, rien d'essentiel n'a été livré qui ne fut connu par les militaires grâce aux satellites d'observation. Par ailleurs, la Maison Blanche semble faire quelques cachotteries et refuse (pour l'instant) de livrer à la presse la liste des sites où sont stationnées les missiles (crainte du terrorisme, paraît-il ?).

(3) La durée du traité est, en principe, « illimitée », mais chaque partie « a le droit de le dénoncer avec un préavis de six mois si elle estime que des événements extraordinaires (...) ont mis en cause ses intérêts supérieurs ». Cette clause ouvre, bien sûr, la voie à de nombreuses possibilités...

## TURQUIE

## Les élections passent et rien ne change...

**A** la suite du référendum concernant la levée de l'interdit politique touchant les anciens leaders, des élections législatives se sont déroulées le 29 novembre dernier. Rappelons que de septembre 1980 à mai 1983, toute activité politique était rigoureusement interdite. Puis, en vue des élections législatives de novembre 1983, la junte militaire autorisa trois partis à présenter des candidats (1) pour marquer la première étape du processus de retour à la démocratie.

La consultation suivante, au niveau régional et local démontra la non-représentativité de deux partis composant le Parlement : le H.P. et le M.D.P. Ce fut également la première apparition publique du parti social démocrate, S.O.D.E.P. (2), et du parti de la « Juste voie », D.Y.P. Les élections partielles de septembre 1986 furent un échec pour le parti gouvernemental.

Pour y remédier, divers transferts de députés permirent à l'A.N.A.P. de recouvrer une majorité confortable.

Contrairement aux législatives de 1983, d'anciens politiciens participent à la consultation du 29 novembre : Demirel, au D.Y.P. ; Ecevit, au D.S.P. ; Turkes, au M.C.P. Initialement prévue pour le 1<sup>er</sup> novembre, afin de laisser un minimum de temps à ses rivaux, M. Ozal dû finalement en retarder la date.

Passons sur le fait que la liste des candidats ait été élaborée par les appareils des partis, pour préciser que seuls cinq partis de droite et d'extrême droite, ainsi que deux de centre gauche, ont pu se présenter. En effet, tout parti dit communiste ou spécifiquement kurde est toujours interdit, en vertu de la Constitution. Et ne parlons pas de la propagande abstentionniste, le vote étant obligatoire sous peine d'amende...

L'échéance du 29 novembre a confirmé l'assise du gouvernement. Mais pouvait-il en être autrement avec une loi électorale taillée sur mesure en faveur de l'A.N.A.P. Bien « que l'A.N.A.P. aura moins de voix qu'en 1983, il disposera, proportionnellement, d'une plus forte majorité au Parlement » a dénoncé E. İnönü. Effectivement, bien que les deux tiers des électeurs aient voté contre le parti au pouvoir, celui-ci obtiendra les deux tiers des sièges.

La période pré-électorale a été l'occasion d'un geste symbolique en faveur des libertés en autorisant, le 18 octobre, l'entree de Behice Bohran, dirigeante du Parti des travailleurs de Turquie (T.I.P.), décédée en exil, auquel assistèrent 15 000 personnes. Peu auparavant avait été annoncé la fusion de ce parti avec le Parti communiste turc (T.K.P.), sous le nom de Parti communiste unifié de Turquie.

Les deux secrétaires décident alors d'entamer l'action pour une légalisation du P.B.K.P. et de retourner à Ankara le 16 novembre, malgré la mise en garde des autorités. Arrêtés par les forces de l'ordre dès leur arrivée, ils sont dorénavant passibles de la cours de sûreté de l'Etat, en tant que « dirigeants d'organisations interdites visant à remplacer l'ordre constitutionnel par un Etat communiste fondé sur les principes marxistes-léninistes ».

Plusieurs autres partis de gauche clandestins (3) accusèrent le T.B.K.P. de faire le jeu des autorités en souhaitant un compromis avec elles. Une certaine évolution du gouvernement concernant ce problème n'est pas à écarter. Conscient que la légalisation du

T.B.K.P., seul reconnu par l'U.R.S.S., relancerait les relations en Ankara et Moscou, et serait un geste en direction de la C.E.E., le président Evren en profiterait pour légaliser, de même, les groupes fondamentalistes.

Le premier ministre, Ozal, présente sa politique ultra-libérale, axée sur l'exportation comme un succès, mais omet de préciser que la dette extérieure a grimpé de façon vertigineuse : de 17,6 milliards de dollars, en 1982, à 34 milliards de dollars aujourd'hui !

Les prévisions pour les mois à venir ne sont donc guère optimistes, si bien que le F.M.I. a préconisé : une hausse des prix, la réduction des investissements et du taux de croissance. Ce qui, en

clair, se traduira inévitablement par de nouveaux sacrifices imposés à la classe ouvrière.

Il est grand temps que la population prenne conscience des vrais enjeux, que l'avenir se joue sur le terrain social et économique, loin des querelles et rivalités politiciennes.

Jean-Claude (Gr. Kropotkine)

(1) C'est-à-dire le Parti de la démocratie nationaliste (M.D.P.), favori des militaires ; le Parti de la mère patrie (A.N.A.P.) ; et le Parti populiste (H.P., centre gauche).

(2) Le Sodep et le H.P. fusionneront en novembre 1985, sous le nom de Parti populiste social démocrate (S.H.P.).

(3) On dénombre environ vingt partis marxistes ou kurdes.

## ITALIE

## Combat antimilitariste

**L**a contestation pacifiste ne faiblit pas en Italie. A l'initiative d'un nombre varié d'organisations, un sit-in a eu lieu le samedi 31 octobre 1987 dans la base de l'O.T.A.N., à Rimini. Devant les charges de la police, les manifestants se sont regroupés au stade communal, et de là ont organisé un cortège jusqu'au centre de Rimini. Les compagnons anarchistes (venus de Pesaro, Rimini, Fano, San Lorenzo in Campo, Senigallia, Jesi, Ancona, Macerata, Recanati, Civitanova, etc.) étaient présents avec leurs banderoles et leurs positions spécifiques : « Contre la guerre de l'Etat, guerre à l'Etat ».

## Répression

Nos compagnons italiens sont particulièrement gâtés par la « justice » de leur pays. Ils ne peuvent pas lever le petit doigt sans déclencher les foudres de la répression. Piero Tognoli, devra répondre du « délit » de diffusion d'un dessin paru dans le journal *Repubblica* (un des journaux bourgeois italiens les plus diffusés !). Pour Nicolazzi Alfonso et Mosca Corrado, responsables légaux de l'entreprise « Tipografia il Seme », c'est encore mieux. On leur reproche la diffusion d'un manifeste antimilitariste. L'ennui, c'est que la société sus-dite a été liquidée il y a dix ans.

Enfin, F. Bertoli et A. Bonnano sont toujours sous le coup d'une inculpation pouvant les conduire à être condamnés à 5 et 15 ans de prison pour délit d'opinion. Pour terminer, les compagnons de « Grisolia Trifilio Domenico » et « Saleme Domenico » ont été libérés après 26 jours d'incarcération, faute d'éléments à retenir contre eux.

Y. P.

## Communiqué

Le Monde libertaire du 26 novembre 1987 (numéro 683) vous informait que plusieurs membres du S.M.O.T. (1), syndicat libre d'U.R.S.S., avaient été libérés. Nous avons appris récemment que Vladimir Guerchouni, interné dans un hôpital psychiatrique, a été relâché.

Toutefois, Klebanov, interné à l'hôpital psychiatrique de Makaeerka, est encore détenu. Vous pouvez demander sa libération en écrivant à :

- Mikhaïl Gorbatchev, Kremlin, Moscou, U.R.S.S. ;
- Generalnomu Procuroru, Moscou, U.R.S.S. ;
- Praesidium du Soviet suprême, Moscou, U.R.S.S.

Nous remercions tous ceux et toutes celles qui ont manifesté leur soutien au S.M.O.T.

Le comité de rédaction

(1) Pour tout contact : Vladimir Borissov, 5, rue Thomas Couture, 95400 Villiers-le-Bel.

ARGENTINE

Situation politique et sociale

Dans des précédents Monde libertaire les camarades de la Fédération libertaire argentine ont pu développer leurs critiques par rapport à l'amnistie des militaires. Le texte ci-dessous présente la situation politique et sociale de ce pays.

Relations internationales

LES élections qui ont eu lieu le 6 novembre dernier pour élire les gouverneurs de province, ainsi que renouveler les députés et les conseillers municipaux, ont vu le triomphe écrasant du parti « justicialiste » (péroniste), mouvement créé par le général Peron. Avec ces résultats, qui équivalent à une sanction populaire de l'actuel gouvernement national et radical de Paul Alfonsín (au pouvoir depuis le 10 décembre 1983), on peut dire que le pays a régressé politiquement.

Malgré les changements internes et une certaine tentative de renouveau en son sein, le parti « justicialiste » reste un mouvement d'essence démagogique, hiérarchisé, autoritaire et à contenu réactionnaire qui ne promet ni n'annonce aucun changement dans la structure du système politico-social existant.

La situation économique

La situation socio-économique actuelle est très grave : un taux d'inflation mensuel de 20%, un chômage croissant, un coût de la vie démesuré, une dette extérieure accablante (de l'ordre de 56 à 60 milliards de dollars) dont le paiement des intérêts ne peut être réalisé (sans parler de réduire la dette) ; enfin un déficit budgétaire pour lequel le seul



remède trouvé par l'Etat est l'augmentation des impôts, des taxes publiques et autres charges accablantes. Voilà quel est le lot de la population en général !

Il faut bien reconnaître que l'héritage laissé au gouvernement actuel était empoisonné à tous les niveaux. Toutefois, en quatre ans, il n'a pas su améliorer la situation, bien au contraire ! Sa politique économique a échoué, appauvrissant le pays de plus en plus. Plus de 50% des biens économiques sont aux mains de l'Etat, qui administre environ 330 entreprises déficitaires, dont certaines ont des pertes avoisinant les deux millions de dollars... journaliers ! L'activité privée survit dans un environnement de contrôles rigides et absurdes perpétrés par une bureaucratie infernale, qui empêche de produire et asphixie

l'effort des véritables producteurs de la richesse que sont les travailleurs.

Dans les limites de la démocratie

Il faut également reconnaître que le gouvernement de M. Alfonsín a effectivement rétabli les libertés publiques qui sont exercées et respectées, en général, dans le cadre des limites propres à une démocratie. Il n'y a pas de persécutions, ni même de prisonniers politiques ou sociaux (à l'exception d'un « solde » de 11 prisonniers de la dictature militaire, terminée en 1983). Les médias (radio, télévision, presse) ont la liberté de s'exprimer. Il faut signaler que beaucoup de ces médias sont entre les mains de l'Etat (comme sous le gouvernement militaire).

Il faut également signaler que ce gouvernement a poursuivi et condamné les neuf officiers des Juntas militaires, responsables de la répression et de la disparition de 30 000 personnes. Il a fait de même avec les responsables de la guerre des Malouines.

Il n'y a pas si longtemps, suite à un malaise dans les forces armées et au soulèvement de certaines unités à Pâques, le gouvernement a promulgué une loi dite « d'obéissance due », qui retire toute responsabilité dans les massacres de la dictature à un grand nombre d'officiers militaires et au personnel des forces de sécurité. La raison avancée a été que grâce à celle-ci une guerre civile, qui aurait pu éclater du fait des mobilisations populaires qui se sont produites autour des casernes

contenant les mutins, a été évitée. De plus, le gouvernement ne pouvait compter sur des troupes fidèles, disposées à réprimer les militaires soulevés.

Le mouvement syndical argentin, représenté par la C.G.T., est totalement dominé par le parti péroniste et agit comme un instrument politique à la botte de ce parti, et de ses volontés d'affronter le gouvernement. Le malaise du mouvement ouvrier est réel et légitime (bas salaires et chômage), mais les dirigeants syndicaux utilisent ses revendications comme prétexte pour une agitation constante destinée simplement à combattre le gouvernement, secondant ainsi l'offensive politique de son parti.

Depuis que ce même gouvernement a accepté de respecter la liberté syndicale, la C.G.T. a organisé dix grèves générales. Si le gouvernement était péroniste, il est évident que l'attitude de ces dirigeants syndicaux serait toute autre. Ce phénomène est très complexe et possède un caractère polémique, son étude nécessiterait plus que la simple description que nous faisons ici. Nous n'avons voulu décrire que la situation dans laquelle se trouve la classe ouvrière. Il existe, d'autre part, des militants et des noyaux ouvriers, dégoutés par l'orientation prise par le syndicat, qui s'efforcent de dénoncer ces procédures et de corriger « le tir », mais cette tâche exige du temps et des sacrifices, et les fruits ne pourront se récolter qu'à long terme.

Buenos Aires, novembre 1987  
Fédération libertaire argentine

ARGENTINE

Le mouvement libertaire s'étend

LE mouvement libertaire argentin possède une riche tradition d'organisation et de lutte, ainsi qu'une activité à divers niveaux de la réalité sociale du pays. Les diverses répressions politiques n'ont pu totalement détruire ces pratiques, malgré la durée des dictatures. Même ce grand mouvement populaire — démagogique et totalitaire — que fut le péronisme, présent dans l'histoire politique de l'Argentine depuis les années 40, n'a pu éteindre le mouvement libertaire.

Que se soit dans la clandestinité ou en public, le mouvement s'est toujours efforcé de développer ses idées et de contribuer à la défense des droits et libertés essentiels du peuple. Aujourd'hui, dans un climat de liberté relative comme celui-ci, caractérisé par le gouvernement d'Alfonsín, les divers noyaux et militants qui composent le mouvement anarchiste développent une intense activité de propagande, d'éclaircissement et de divulgation de ses propositions à travers différentes actions publiques ou dans des locaux ; la publication de journaux et de livres, des conférences et des débats, ainsi qu'une participation active aux luttes ouvrières, populaires, universitaires, étudiantes, etc.

Il existe, aujourd'hui, une réelle demande de la part des jeunes générations pour mieux connaître la pensée libertaire face aux problèmes actuels de la société argentine, ainsi qu'un besoin de littérature anarchiste, auquel nous ne sommes pas toujours capable de répondre, car la lecture des classiques de nos idées n'est pas suffisante dans certains cas et de plus, ces œuvres étant souvent épuisées, leur réédition est très

coûteuse et dépasse nos possibilités actuelles.

La composition du mouvement anarchiste

Le mouvement anarchiste argentin actuel est représenté par les organisations suivantes :

- La F.O.R.A. (Fédération ouvrière régionale argentine) (1). La fameuse centrale anarcho-syndicaliste conserve un noyau de militants, qui maintient une activité en son local de Buenos Aires, à travers différentes actions publiques dans cette même ville, et en publiant son organe, *Organizacion Obrera*, ainsi que différents manifestes ;



- La bibliothèque populaire José-Ingenieros. Ce centre libertaire, également à Buenos Aires, organise beaucoup de conférences publiques, avec une grande affluence de jeunes compagnons et de sympathisants ;

- La Fédération libertaire argentine. Son siège est situé à Buenos Aires. En plus de conférences publiques, elle publie un périodique, *El Libertario*, et différents livres et brochures, grâce à la maison d'édition « Reconstruir » ;

- Le groupe d'édition La Protesta. Situé également à Buenos Aires, il publie le vieil organe anarchiste de prestige international (*La Protesta*) et participe, à différents niveaux, aux activités du mouvement anarchiste ;

- La revue « Utopia ». Il s'agit d'une publication d'inspiration libertaire, dans la région de La Plata, éditée par un groupe indépendant.

Il existe, de plus, divers noyaux de jeunes anarchistes récemment formés, dans la capitale fédérale. A l'intérieur du pays, dans les villes importantes comme Rosario y Mar del Plata, vivent et agissent des groupes comme l'Union socialiste libertaire et le groupe Impulso (dont nous vous avons déjà parlé dans le Monde libertaire).

Il y a eu, au mois d'octobre dernier, un congrès régional de militants anarchistes, qui a réuni plus de cinquante compagnons, et qui a décidé entre autres la création d'un secrétariat de relations anarchistes, avec pour but de coordonner les activités communes de tous les groupes et noyaux existants et de conduire à une meilleure efficacité des efforts militants.

Buenos Aires, novembre 1987  
Fédération libertaire argentine

(1) P. Yerrill et L. Rosser, *The F.O.R.A. in Argentina, ouvrage en anglais sur ce mouvement en Argentine, en vente à la librairie du Monde libertaire.*

GOIANIA

L'irresponsabilité d'un gouvernement

Nous reproduisons ici un tract distribué à Rio, après la contamination de plusieurs personnes par des substances radioactives abandonnées dans un hôpital en ruine, à Goiania.

LE plus grand accident nucléaire qu'ait connu le Brésil et le second, qui a eu lieu à Goiania, a entraîné la mort d'une enfant, Leide, ainsi que de plusieurs autres personnes. Plus de cinquante furent contaminées et deux cents furent irradiées, courant le sérieux risque de contracter un cancer ou une autre maladie dans le futur. Bien sûr le nombre victime reste insignifiant par rapport aux dizaines de travailleurs atteints chaque jour par des accidents du travail ou par des accidents de la route, ou par rapport aux enfants qui ne survivront pas à 1988.

Si d'un côté la comptabilité du problème n'est pas si alarmante, d'un autre côté, cet épisode est symptomatique de l'état de dégradation généralisé vers lequel ce pays est conduit. Non pas que les 1 700 appareils de radiothérapie et de radiologie éparpillés à travers tout le Brésil doivent être considérés comme des bombes retardement et des menaces constantes. Les services qu'ils rendent par ailleurs à des milliers de personnes justifient, au moins partiellement, les risques inhérents à leur utilisation. Le plus grave est, en fait, que les autorités assurément négligentes contrôlent le Programme nucléaire brésilien.

Le fonctionnement de l'usine Angra 1, et le gaspillage que représente « notre » sous-marin nucléaire, sont caractéristiques d'un modèle économique et social pervers, qui vole à 60 millions de Brésiliens dans un état de misère absolu un argent qui leur permettrait de survivre. Tout cela pour satisfaire les désirs d'un groupe qui domine les forces armées, et qui a décidé que le Brésil devait devenir une puissance militaire. Tout cela pour les intérêts d'un secteur de la société qui s'est hissé au pouvoir et pour des « représentants » du peuple, qui préfèrent investir dans l'armement plutôt qu'en faveur du peuple brésilien.

Notre propos n'est pas d'alarmer, mais d'alerter. Rester passif, attendre qu'un leader ou un « bon gouvernement » apparaissent, signifie permettre à d'autres, que l'on ne voit jamais et que nous ne connaissons pas de conduire nos vies et nos morts. Il n'y a que nous-mêmes qui pouvons dire si nous voulons cohabiter avec des usines « de haute sécurité » et des déchets nucléaires enterrés dans des locaux « sans risques de contamination »... Le choix est nôtre et pour le réaliser, consciemment, il est fondamental que nous soyons informés de tout et sur tout. Les projets parallèles et les articles secrets sont de vieilles tactiques d'un vieux système dont personne ne veut plus. Notre proposition libertaire est celle d'une société auto-organisée, à travers un projet autogestionnaire et d'un mode de vie écologique, où chacun décide de sa propre vie, à chaque instant, agissant directement sur tout ce qui le touche et l'intéresse.

A Rio, automne 1987  
Mouvement libertaire  
Cercle d'études libertaires  
Groupe anarchiste José-Oiticica  
« Les Verts » (groupe écologique)

## RÉVOLUTION RUSSE

# 1919 : l'attentat de Kovalévitch

**A**LORS que s'estompe le mythe de la révolution russe, certaines vérités sont considérées aujourd'hui comme évidentes. Les crimes de Staline mais aussi, avant lui, des bolcheviks sont généralement reconnus, toutefois, on a tendance à les dater vers 1921 avec Cronstadt et la répression en Ukraine. Pourtant les bolcheviks ont mis en place dès les premiers jours les mécanismes de la tyrannie. Nous verrons dans cet article comment les anarchistes ont tenté de répondre à ce climat de terreur.

### L'action de la tchéka

Deux mois après le coup d'Etat bolchevik, le 7 décembre 1917, est promulgué un décret, gardé secret, indiquant la création de la Vétchéka (commission extraordinaire panrusse). Un deuxième décret de mars 1918 confirme les attributions de cette police spéciale : « Dorénavant, le droit de procéder aux arrestations, perquisitions, réquisitions et autres mesures liées aux crimes sus-mentionnés appartient exclusivement aux tchékas. » (1). A la tête de cette police se trouve le féroce Dzerjinsky, qui déclare à cette époque : « La contrainte prolétarienne sous toutes ses formes, en commençant par les exécutions capitales, constitue une méthode en vue de créer l'homme communiste. » (2)

La tchéka agit dans deux directions. Tout d'abord dans le domaine économique par des saisies, des chasses aux spéculateurs, dans ce cas l'efficacité de la tchéka est relative : le marché noir est florissant sous la révolution d'octobre, et les policiers poursuivent plutôt les petits trafiquants que les gros spéculateurs. Il faut dire que de nombreux tchékistes seront compromis dans des trafics de marchandises ! Alexandre Berkman relate, dans ses souvenirs (3), une anecdote significative : un manteau en cuir est saisi par la tchéka « pour être distribué au peuple », un peu plus tard son propriétaire le retrouve sur les épaules... d'un tchékiste ! L'autre domaine dans lequel s'illustre la tchéka est l'élimination des organisations politiques opposées aux bolcheviks. Là, elle est impitoyable. La revue des policiers, *Le glaive rouge*, les renforce dans leurs convictions : ils sont infaillibles.

La tchéka, pas plus que le parti, ne peut se tromper, de plus, tous les moyens sont bons. En cela ils sont encouragés par tous les dirigeants communistes. Boukharine déclare : « Nous devons tous être des tchékistes ». Lénine, lui-même, a cette phrase terrible mais significative, sonnant comme un aveu : « Lorsque les gens nous blâment pour notre cruauté, nous nous demandons comment ils



peuvent oublier les principes les plus élémentaires du marxisme ». Ainsi la tchéka ne se prive pas, elle arrête, torture, exécute en toute impunité. La répression s'abat tout d'abord sur des partis modérés ou de droite, comme les mencheviks ou les socialistes-révolutionnaires de droite. Puis les bolcheviks s'aperçoivent que pour consolider leur pouvoir, ils doivent éliminer aussi les autres formations révolutionnaires, celles-ci risquant de provoquer la colère



des masses devant l'évolution autoritaire du nouveau régime.

Au début les rapports entre bolcheviks et anarchistes ne sont pas mauvais. Lénine feint (il n'en pense pas un mot) de se rallier au slogan « Tout le pouvoir aux soviets » et ce sont deux anarchistes Zouk et Zelesniakov qui dirigent la prise du Palais d'hiver en 1917, le même Zelesniakov disperse un peu plus tard l'Assemblée constituante dont le pouvoir devait être transféré théoriquement aux soviets.

### L'élimination systématique de l'opposition

Très vite la tension monte. Les bolcheviks ne peuvent supporter les critiques contre leur politique, et la création de groupes d'auto-défense anarchistes, les Gardes noirs, provoquent leur inquiétude. Dans la nuit du 11 au 12 avril 1918, les centres anarchistes de Moscou sont attaqués par la tchéka et des soldats, les anarchistes qui s'y trouvent sont tués ou emprisonnés (voir *Monde libertaire* n° 605). La même opération se répète dans les autres villes. A partir de cette date les éléments les plus radicaux de l'anarchisme passent à la lutte ouverte, souvent clandestine. Quant à Makhno, seul son poids militaire lui vaut de la part des bolcheviks une certaine tolérance qui ne durera pas !

Ensuite, les bolcheviks se tournent contre les socialistes-révolutionnaires de gauche (voir *Monde libertaire* n° 589). Ceux-ci avaient été des alliés plutôt fidèles. On vit même des

fitent pour neutraliser certaines unités. Ce sont donc surtout des soldats qui écrasent le soulèvement.

Pendant, les victoires politiques des bolcheviks ne font pas cesser la terreur, tout au contraire ; les succès des armées blanches, l'aggravation des difficultés économiques exaspèrent la population, d'où une accentuation de la répression et une multiplication des attentats anti-bolcheviks. En juin 1918, Volodarsky, dirigeant bolchevik célèbre pour sa férocité, est abattu ; en août, c'est le tour d'Ourisitsky, chef de la tchéka de Petrograd. Le 30 août une socialiste-révolutionnaire de gauche, Fanny Kaplan, tire sur Lénine et le blesse. Après cet attentat une terreur sans précédent frappe la Russie. Deux camps de concentration sont ouverts : les détenus y sont contraints à des travaux pénibles. Certains y perdront la vie.

### Un mouvement anarchiste clivé

Paradoxalement, le mouvement anarchiste reste divisé face à cette répression. Il se trouve un certain nombre d'anarchistes « soviétiques » pour soutenir les bolcheviks afin de « ne pas faire le jeu de la réaction ». Il y en a pour rentrer au parti. Certains, très peu nombreux, il est vrai, poussèrent l'ignominie jusqu'à faire partie de la tchéka. L'un d'eux, Samsonov, est chargé de la section de répression des anarchistes ! Cette attitude désastreuse naît de l'idée qu'il faut s'impliquer à tout prix dans une révolution quelque soit le cours qu'elle prend. Or, à ce stade, c'est la résistance armée qu'il fallait organiser pour la sauver.

Les bolcheviks avaient bien compris le climat qui traversait le mouvement anarchiste russe. Ainsi Trotski établissait une distinction entre les « anarchistes d'idées », rattachés au régime ou inoffensifs, et les « anarcho-bandits », qui osaient résister contre la dictature en marche. On peut aisément ranger dans cette catégorie l'ouvrier Casimir Kovalévitch. Après s'être rattaché au mouvement makhnoviste, il revint dans la capitale avec une vingtaine de compagnons, pour y construire une structure clandestine avec une imprimerie, un atelier d'armes et un groupe de combat. Peu à peu naît l'idée d'un attentat contre le siège du parti communiste à Moscou.

### L'attentat et ses répercussions

Le 25 septembre 1919, les représentants du Parti communiste moscovite se réunissent dans l'immeuble, rue Léontiev. Vers 9 heures du soir, deux bombes sont lancées par la fenêtre. Parmi les 150 personnes présentes il y a douze morts, dont Zagorsky secrétaire du comité du parti, et cinquante-huit blessés, dont plusieurs responsables comme Boukharine. L'action est revendiquée par un communiqué dont voici des extraits : « Le soir du 25 septembre 1919, à l'Assemblée du comité du parti de Moscou, étaient examinés les moyens de lutte contre le peuple révolté. Les maîtres bolcheviks s'étaient prononcés à l'unanimité en faveur de mesures les plus extrêmes contre les ouvriers, paysans et

soldats rouges révoltés, les anarchistes et les socialiste-révolutionnaires de gauche, jusqu'à vouloir instaurer un état d'exception à Moscou, avec fusillades de masse (...). Notre tâche est d'effacer de la terre l'ordre de la commissariocratie et des tchékas, et d'instaurer une fédération panrusse libre d'unions de travailleurs et des masses opprimées. Nous devons l'instaurer nous-mêmes dès maintenant sans attendre la perte définitive des conquêtes de la révolution d'octobre. La troisième révolution sociale approche. (...) Le comité révolutionnaire insurrectionnel panrusse des partisans. » (4)

En plus de ce communiqué sont diffusés des tracts et deux numéros d'un journal : *l'Anarchie*. L'un des tracts s'adresse aux bolcheviks en ces termes : « Vous êtes au pouvoir en Russie, mais qu'est-ce qui a changé ? Les usines et les terres ne sont toujours pas aux mains des travailleurs, mais dans celles de l'Etat-patron. (...) A cause de la « nécessité de tout supporter » pour un avenir meilleur, de défendre « ce qui est déjà acquis », un énorme appareil bureaucratique est créé, le droit de grève est aboli, les droits à la parole, de réunion et de presse sont supprimés. (...) Nous croyons que vous pouvez avoir personnellement, subjectivement, les meilleures intentions ; mais objectivement, par nature, vous êtes les représentants de la classe des bureaucrates-fonctionnaires, d'un groupe d'intellectuels improductifs (...). Nous appelons à l'insurrection immédiate



Trotski.

pour le pain et la liberté, et nous défendrons la liberté avec les armes de la liberté et non pas celles de l'esclavage. » (5)

Fin novembre, une dénonciation permet à la tchéka de découvrir la maison où se trouvent Kovalévitch et un autre compagnon. Cernés, ils se défendent avec des revolvers et des bombes, puis se font sauter. Un peu plus tard, six autres militants connaissent le même sort. Un des huit survivants du groupe, Tchérépanov, déclare à son procès : « Il faut regretter évidemment que les victimes de l'explosion n'aient pas été les plus importants dirigeants du parti et que ceux-ci n'aient pas été sérieusement touchés. » (6)

Cet acte trop isolé, n'empêcha pas la terreur rouge de continuer. Elle triompha en écrasant la révolte de Cronstadt et le mouvement makhnoviste. Toutefois, deux choses au moins peuvent être retenues de cet épisode ; d'une part la doctrine léniniste a produit dès les premiers jours les conditions du totalitarisme ; et d'autre part notre attitude à l'égard des autres mouvements ne doit pas seulement se baser sur leurs intentions politiques, mais aussi sur leurs actes.

Yves (Gr. Flores-Magón)

(1) Toutes ces citations sont extraites du livre de J. Baynac, La terreur sous Lénine, aux éditions Le Sagittaire (épuisé). Il contient aussi la seule étude sur Kovalévitch par Alexandre Skirda.

(2) Alexandre Berkman, Le mythe bolchevik, édition La digitale, en vente à la librairie du Monde libertaire.

(3) J. Baynac, La terreur sous Lénine.

(4) Op. cit.

(5) Op. cit.

(6) Op. cit.

=====  
**souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.**  
 =====

NOTE DE LECTURE

# Si on ne parlait pas des grenouilles...

**P**EUT-ON imaginer un habile joueur de trompette de cavalerie donner naissance à toute une génération de petits trompettistes qui n'aient pas eu besoin d'apprendre pour être doués et qui, elle-même, donnerait naissance, etc. C'est en gros contre certaines de ces théories, concernant le fameux problème de l'intransmissi-

bilité de l'acquis, auxquelles Jean Rostand s'est entre autres affronté tout au long de sa vie de biologiste et de chercheur.

Biologiste mais aussi homme de lettres, nous le découvrons dans un livre récemment paru aux éditions La Découverte (1). Cet ouvrage se compose de toute une série de textes, de discours, d'allocutions parti-

nemment rassemblés par Jean-Louis Fisher. Mais ce problème de l'acquis n'est rien au regard de l'universalité des thèmes abordés par Rostand.

### Rostand un savant ni fou ni distrait

Il faut d'abord se débarrasser du stéréotype du savant fou et distrait.

Rostand est le contraire de cela. C'est un penseur moderne, en témoignent ses prises de positions vis-à-vis des expériences sur les manipulations atomiques, positions sans complaisances et dont l'actualité est plus que jamais présente bien qu'elles datent quelquefois du début des années 50.

Ses doutes, qui concernent les progrès scientifiques, sont inévitablement liés au problème du racisme qui biologiquement ne peut en aucun cas se justifier, jusqu'à l'amère constatation que les enfants de classes défavorisées, supérieurs en nombre, ne peuvent pratiquement pas accéder aux études supérieures.

C'est non seulement grâce à ses compétences scientifiques que Rostand tire ce constat, mais aussi à ses grandes qualités humaines. Il ne faut pas chercher le militant dans cet ouvrage. Ni chez le scientifique ni chez le moraliste, mais un témoin lucide de l'imperfection de l'homme ; imperfection qu'il connaît d'autant mieux que ses recherches sur la conservation des spermatozoïdes, sur les chromosomes, sur les gènes, l'ont conduit à une grande humilité : « *L'ambie est un monstre par rapport à la matière, laquelle est un monstre elle-même par rapport au néant (...). La place de l'homme ne peut être que celle d'un animal supérieur mais lequel s'enrichit de la conscience de n'être qu'un homme (...). Et le monde qui l'entoure ne propose que le spectacle d'un énorme et stérile charnier où éclate le triomphe de la force brute, le dédain de la souffrance, l'indifférence aux individus, aux groupes, aux espèces, à la vie elle-même (...). Tel est, semble-t-il, le message de la science.* »

« *... des millions, on est un conquérant. On les tue tous, on est un Dieu.* », ou bien, « *Si tu refuses ton propre combat, on fera de toi le combattant d'une cause qui n'est pas la tienne* », a forcément sa place dans nos références et nos bibliothèques.

### Le vulgarisateur

Au-delà du moraliste, il reste un éminent généticien, mais aussi un formidable vulgarisateur. Il n'est qu'à lire quelques pages pour qu'immédiatement, la parthénogénèse, la sélection eugénique ou la comptabilité entre groupes sanguins nous semble évidentes.

Jamais le lecteur n'est pris pour un crétin auquel on lâche quelques miettes du savoir. Rostand se pose là en conteur scientifique, en apportant tout ce que l'école n'a pas pu, pas su ou pas voulu donner. Il tord le cou à la génétique stalinienne, aux astrologues, parapsychologues et autres « logues » avec humour et passion, ainsi qu'à la religion et au marxisme en général en désarticulant tout ce que le socialisme scientifique et doctrinal a pu pervertir.

Paradoxe : Jean Rostand est mort le 4 septembre 1977 et une messe fut célébrée à la demande de la famille qui n'avait rien compris. Emotion chez les francs-maçons, dont quelques-uns se sont rendus à l'office en grand uniforme. Ultime pied-de-nez, involontaire celui-là, pour un philosophe infiniment proche de nous et pour lequel le progrès scientifique n'accède à la dignité que s'il s'accompagne de progrès social.

Jean-Pierre GAULT  
(Gr. Henry-Poullaille)

(1) Jean Rostand, *Confidences d'un biologiste*, Ed. La Découverte, en vente à la librairie du Monde libertaire (98 F).



## NOTE DE LECTURE « Couvent de femmes »

**C**OUVENT de femmes ou *La vie des religieuses dans la France des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles*, de Geneviève Reynes, est l'une des premières études menées sur ce thème. Une enquête historique que l'on devore comme un roman, avec stupeur, quelquefois avec horreur.

### Une prison

Car le couvent s'apparente souvent à une abominable prison à perpétuité. Des jeunes filles y sont parfois enfermées depuis l'enfance, sans autre choix que de prononcer leurs vœux perpétuels, à l'âge de sept ans ! Com mence alors une interminable vie de supplices ou d'ennui.

Comment mater, ou plutôt anéantir des filles jeunes, en âge de vivre ? En les assomant de prières, de jeûnes, de manque de sommeil, de travail. Comment briser leur volonté ? En élevant l'humilité au rang de vertu suprême. Il s'agit d'un véritable dressage, où la jeune

filie est forcée de manger les plats qui lui répugnent le plus, où l'on met au feu, devant elle, les cadeaux ou les lettres qu'elle attendait, où la moindre faute donne lieu à des confessions publiques... Mais Geneviève Reynes ne s'arrête pas à l'énumération de ces brimades.

Elle raconte aussi le véritable délire de mortification qui s'emparait parfois des religieuses, s'autoflagellant jusqu'à s'écorcher vives, se roulant dans la boue, les cendres, les épines, débordant d'imagination pour se mettre au supplice... L'auteur évoque aussi d'autres couvents, où la vie était plus douce, voire libertine : certains lieux saints s'apparentaient au bordel, où les guerriers venaient prendre leur... repos.

Parallèlement, Geneviève Reynes explique les règles d'une société où le couvent est

la seule mise au rencart possible pour les filles dont on ne peut payer les dots, l'héritage étant réservé au fils aîné. L'Eglise, le pouvoir royal et la société toute entière trouvent leur compte dans la mort lente à laquelle sont condamnées des centaines de jeunes filles...

Outre la découverte d'un autre monde — la France du XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècle —, le livre permet de relativiser — voire de mettre sur le même plan — tous les types de fanatismes religieux : quel de foncièrement différent entre ces malheureuses prisonnières de la foi chrétienne et les victimes des sectes que, aujourd'hui, font les choux gras des journaux ?

Pascal CHOISY

Geneviève Reynes, *Couvent de femmes*, éditions Fayard, 1987 (98 F).



### ROCK

## « On a faim ! »

**I**L est arrivé ! Qui ? Mais non, pas le beaujolais, bande de nuls ! Le nouveau *On a faim !*, bien sûr (1) ! Un beau n° 8, tout en noir (ben, tiens) et blanc, avec au menu : Conflict ; Kortatu (les Bérus basques) ; les Gnomes ; Haine Brigade, les p'tits keupons de Lyon qui viennent d'ouvrir une boutique punk où l'on trouve tout ce qu'on ne trouve pas à la Samaritaine (2) ; Bondage Records, le label indépendant qui édite les Bérus, Ludwig Von 88, Nuclear Device, Les Washington Dead Cats, etc. ; Babylon Fighters. Et, comme toujours, des pages d'infos militantes : l'enfermement avec la revue *Otago* ; la présentation de « la Passerelle », un lieu de vie de la région rouennaise... Musique et politique sont étroitement mêlés dans *On a faim !*, est-il besoin de le dire ?

A ce sujet, *On a faim !* va sortir un 33-tours avec, entre autres : Nuclear Device, Ludwig Von 88, SS 20, Pin Prick, The Brigades, Haine Brigade, Noise Gate, Verdun, Odi Social, etc., dont une partie des bénéfices ira à Eric Hébert, toujours otage de l'armée française pour avoir délibérément mis ses actes en harmonie avec ses convictions anarchistes ! Commandez-le dès à présent : 50 F pour la musique... et pour Eric !

GIL

(1) *On a faim !* : en vente à la librairie du Monde libertaire (12 F), ou à commander à *On a faim !*, B.P. 47, 76800 Saint-Etienne-du-Vouvray (prévoir 7 F de port).

(2) *Attaque Sonore/Haine Brigade*, 3, rue du docteur-Augros, 69005 Lyon.

## Polar

Lorsque nous essayons de vous présenter des romans noirs dans ces colonnes, il s'agit généralement de nouveautés. Cette fois nous voudrions signaler deux livres vieux déjà de quelques mois, mais remarquables.

Tout d'abord un des derniers Fajardie, « Des lendemains enchanteurs » (Néo n° 131). On finit parfois par se perdre dans la production kilométrique de cet auteur et, il faut bien le dire, pas toujours essentielle. « Des lendemains enchanteurs » ne doit pas en faire les frais car c'est un des meilleurs Fajardie. L'action se passe dans le Nord, en 1947. Sur fond de grèves insurrectionnelles de mineurs, une femme est victime des machinations d'un chef communiste. En effet, elle a fréquenté des militants de la guerre d'Espagne broyés par le stalinisme. C'est une bonne description des conflits politiques de l'époque (qui se reflètent même dans un combat de chiens), mais avec une touche romanesque qui est la marque de fabrique de Fajardie.

D'autre part, la réédition des meilleurs livres d'André Hélena continue avec « Les flics ont toujours raison ». Un polar dans cette veine populiste un peu mélo, typique d'Hélena, mais qui sert surtout à attaquer la machine judiciaire française : interdiction de séjour, enfermement et certaines formes de tortures policières lors des interrogatoires. Un vieux livre toujours d'actualité...

Yves B.

## Programmes de Radio-Libertaire (89.4)

Judi 17 décembre  
« Fruit de la passion » (19 h à 20 h 30) : avec Gil Cerisay.

Samedi 19 décembre  
« Médecine et santé » (18 h 30 à 20 h 30) : de l'influence des couleurs...

Dimanche 20 décembre  
« Folk à lier » (12 h à 14 h 30) : débat sur le problème du professionnalisme dans la musique traditionnelle, avec des invités de toutes tendances.  
« Le magazine libertaire » (18 h 30 à 20 h) : avec les relations internationales de la Fédération anarchiste.

Mardi 22 décembre  
« Micro-climat » (18 h à 19 h 30) : revue de presse (les journaux écologistes, les nouvelles écologistes, des adresses et des infos).  
« Blues en liberté » (22 h 30 à 1 h) : le Texas hier et aujourd'hui.

Mercredi 23 décembre  
« Les damnés de la terre » (20 h 30 à 22 h 30) : un laboratoire européen de répression, l'Irlande.

## CORSE

## L'Etat du mensonge dans l'île

LORSQUE l'histoire fera l'inventaire des mensonges et des insultes rendus aux peuples par les différents pouvoirs, le peuple corse devra figurer en bonne position. En l'espace de quelques mois les services de l'Etat se sont trouvés pris maintes fois en flagrant délit de mensonge, tout en se moquant des atteintes commises aux droits de l'homme. Ne rappelle-t-on pas en haut lieu, au fan-club de la démocratie, que la raison d'Etat demeure supérieure à toute chose.



L'arrestation d'Antoine Verdi.

Il nous apparaît important de donner l'information sur les affaires les plus marquantes de ces derniers mois, où s'illustra brillamment et pour la postérité la raison d'Etat.

## A Riscossa dissoute

En juin, le conseil des ministres annonce la dissolution de A Riscossa, association d'aide et de soutien aux prisonniers politiques corses,



Charge de C.R.S. lors des discours de Pasqua à Ajaccio.

prétendant de façon invraisemblable qu'elle est l'intermédiaire du F.L.N.C., pour diriger la coalition d'organisations sectorielles réunies sous le sigle U.N.I.T.A.. Cette dissolution a eu pour objectif de rendre encore plus pénibles les conditions de détention de la quarantaine de prisonniers dispersés dans les prisons françaises. Mais depuis s'est constituée l'association A Riscossa, qui organise une aide matérielle aux emprisonnés pour qui les visites familiales ne peuvent être que réduites par l'éloignement.

La venue de Pasqua, en juin, n'a pas apporté le enième plan économique qui devrait relever

l'île, mais des appels à la guerre civile qui heureusement n'ont pas été entendus. Echec d'un voyage qui n'a pas rassemblé les foules, mais qui a été la cause d'incidents où de faux témoignages policiers inscrits dans les procès-verbaux auraient voulu trouver un pendant à l'assassinat survenu quelques heures après le départ de Pasqua du président de l'Association des victimes du terrorisme. Alors que les manifestants arrêtés ont été jugés aussitôt, et que José Buresi et Jean-Baptiste Rotily-Forcioli sont toujours en prison, des militants, victimes de violences policières gratuites, attendent toujours que la justice sorte de sa torpeur...

## Liberté d'opinion

En 1985, d'importantes fraudes électorales étaient découvertes à Bastia (changement des registres) et dénoncées par les nationalistes. Un an après, alors que les poursuites ne sont pas engagées, des militants dénoncent les responsables (dont le maire) par des graffitis ; le Conseil d'Etat casse les élections de Haute-Corse, reconnaissant la dimension de la fraude, mais seuls aujourd'hui des lampistes devraient être inquiétés. Quant aux militants, il leur est fait retrait pendant un an du permis de conduire. Par ces peines de substitution, on veut mettre au chômage des militants comme Antoine Verdi, qui assure les livraisons de la coopérative ouvrière égalitaire de Lumi Corsi, qu'il anime.

La justice a d'ailleurs décidé de s'acharner contre ce militant du Syndicat des travailleurs corses (S.T.C.). Une condamnation est prononcée à l'encontre du *Ribombu*, lors d'un procès (chose à laquelle ce journal est habitué), tandis que son directeur de publication, Yves Stella, se trouve en garde-à-vue à Paris. Antoine Verdi proteste verbalement ; jugé sur le champ, il reçoit six mois de prison ferme. Alors que la cour lui propose de donner son opinion, il traite les jurés de fascistes ce qui lui coûte trois mois ferme supplémentaires.

Quinze-jours plus tard, une mutinerie éclate à la prison de Bastia, qui serait la plus vieille prison d'Europe, où les conditions de détention et la promiscuité sont insupportables. Antoine Verdi, considéré comme un meneur, est frappé et transféré à Fresnes (où il est gratifié d'un bonus de quarante cinq jours de cachot avec privation de radio, de visite et de courrier, c'est l'isolement total !).

## Liberté de la presse

Il est trouvé par la police dans les locaux de *U Ribombu* (« l'Echo ») un texte interne de réflexion du F.L.N.C. ; il est présenté de façon déformée aux médias — le secret de l'instruc-



trait pas à sa nouvelle arrestation et déclare que tout directeur de publication ou journaliste qui aurait dans ses dossiers, voire ses poubelles, un texte adressé par une organisation dissoute pourrait être emprisonné.

FR3-Corse gêne, le transfert est décidé pour Marseille courant janvier, où la cuisine du journal télévisé sera soigneusement ficelée. Les journalistes contestent la raison invoquée : l'insécurité dont ils seraient victimes en Corse. Pourquoi alors ne pas transférer toutes les administrations dont les représentants disent, eux, subir la pression du F.L.N.C. Une procédure de licenciement est engagée contre trois journalistes accusés de tenir la station dans « un état de révolte permanent », ceci à la plus grande stupefaction de leurs collègues qui l'ont faite savoir.

Deux journalistes sont mis en garde-à-vue pour s'être rendus à la conférence de presse du F.L.N.C. d'octobre dernier ; le préfet de police de la Corse interdit la retransmission de ce reportage. La mobilisation en faveur de FR3-Corse ne semble pas faire reculer l'Etat, qui à quelques difficultés à trouver un local à Marseille. FR3-Corse serait installée à la préfecture, pourquoi pas dans une caserne ?

Jean-Baptiste Acquaviva, militant recherché, meurt dans une action commando contre une ferme d'un colon pied-noir ; la thèse officielle dit qu'il se serait donné la mort lui-même avec son arme, en se donnant un coup de crosse. L'Association des familles des disparus et recherchés dénonce cette version, et considère que ce militant de vingt sept ans a été tué. Des milliers de personnes assistent à son enterrement. Le préfet de police interdit à la presse de retransmettre les images de la salve rendue en son honneur par des hommes en cagoule. La police judiciaire désirant prévenir cette intervention s'est retrouvée écartée dans une bousculade par des nationalistes présents, qui considéraient la présence de policiers en civil insultante.

## Liberté syndicale

Une des tâches de l'Etat français, dans le cadre de la réalisation de l'acte unique européen, est de réprimer à l'intérieur de ses frontières les zones de résistance. La Corse est promise à devenir une zone franche, à savoir : non développement de son économie et systématisation de l'assistanat ; elle ne sera qu'une zone de spéculation, de consommation et de tourisme. Pourquoi développer son agriculture, qui devrait au moins assurer son auto-suffisance sur le plan alimentaire, alors que 95% des produits sont aujourd'hui importés ? Mais la France et ses alliés communautaires ne sont-ils pas excédentaires ? Pourquoi aurait-elle une capacité énergétique autonome alors qu'E.D.F. est en surproduction ! Le P.C.F. joue un jeu prudent dans son refus de la zone franche, encore ne veut-il pas favoriser une avancée de la lutte de libération nationale et puis, en tout état de cause, ce ne sont pas les sections corses qui déterminent les choix du parti communiste dans le cadre de l'Europe.

C'est donc parce que les nationalistes représentent la seule force à s'opposer — et à le pouvoir — à ce schéma accentué de la dépendance existante, à ce projet de lupanar du capitalisme européen, que l'Etat français dirige ses efforts pour liquider les contre-pouvoirs nationalistes.

Le S.T.C., créé le 1<sup>er</sup> mai 1984, a choisi de présenter des listes aux élections prud'homales du 9 décembre, déclarant vouloir porter sur la place publique un certain nombre de dossiers, chose à laquelle ne se sont jamais résolus les autres syndicats (ceci sans se faire aucune illusion sur les limites de l'institution).

Il est également certain que le syndicat livre une bataille avec le pouvoir ; il s'agit pour le S.T.C. de gagner la dernière bataille de la représentativité officielle. Ainsi peut-on mieux comprendre pourquoi Bernard Trojani, son secrétaire général, a été enlevé par la gendarmerie à dix jours des élections prud'homales, tandis que la commission rogatoire (non nominative) sur l'assassinat d'un gendarme date du 19 août.

Transféré à Paris par avion spécial après avoir été kidnappé dans une ruelle déserte à minuit, Bernard Trojani devait être présenté à un témoin qui l'aurait reconnu comme un membre du commando, témoin dont nul ne connaît l'identité, seulement des yeux derrière une vitre habillée pour la circonstance... Bernard Trojani n'est pas inculpé, le témoin fantôme ne le reconnaîtrait pas, mais avant tout son emploi du temps est confirmé par douze témoins (dont des responsables de la S.N.C.M., il se trouvait sur un paquebot en direction de Nice au moment de la fusillade). De nombreux médias annonçaient aussitôt la possible dissolution du S.T.C. en conseil des ministres, car il fallait ajouter à l'arrestation du secrétaire générale le trésorier de l'Union locale d'Ajaccio et de deux autres adhérents du S.T.C. — sur des dossiers pourtant vides — arrêtés comme membres présumés du F.L.N.C., une semaine auparavant à Ajaccio, lors d'une rafle.

Fred ANTONI (Ajaccio)

SYNDICAT  
Face à  
la répression

En Corse, parmi les organisations syndicales, la solidarité apportée au S.T.C. n'a pas été unanime. F.O. ne prendrait position qu'en cas de dissolution, tout en en reconnaissant la menace. Quant à la C.G.T., elle a fait plus que d'annoncer sa participation à un enterrement, elle a directement condamné le S.T.C., s'alignant ainsi sur les propos du préfet de police : « Nous avons toujours condamné la violence et on ne discutera jamais avec des gens qui s'excluent eux-mêmes du monde du travail par leurs méthodes, et dont on ne sait si les activités légales ne rejoignent pas d'autres qui le sont beaucoup moins ».

Les travailleurs, quant à eux, ont su montrer le 9 décembre que le S.T.C. est bien présent dans le monde du travail, en lui donnant 17% des suffrages juste après F.O. et la C.G.T., la C.F.D.T. n'atteignant pas les 10%.

Fred ANTONI